

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1322

8 juillet 2006

### SOMMAIRE

Amotag S.A., Luxembourg . . . . .	63428	Leper's, A.s.b.l., Leper's, association sans but lucratif, Linger. . . . .	63454
Asia Oceania Management S.A., Luxembourg . . . . .	63411	Linden Développement S.A., Luxembourg . . . . .	63420
Astral Holding S.A. Luxembourg, Luxembourg . . . . .	63428	Lux-Pec Marché, S.à r.l., Bettembourg . . . . .	63423
Bal Holding S.A., Luxembourg . . . . .	63419	Maxxium Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	63422
Bipielle Investment Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	63430	(The) Montefiori Group S.A., Luxembourg . . . . .	63429
Bistra, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63432	Multiworld, Sicav, Howald-Hesperange . . . . .	63437
Business Services & Advisory, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63436	Multiworld, Sicav, Howald-Hesperange . . . . .	63451
Cabaret Lido, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63433	NFD Luxembourg S.A., Strassen . . . . .	63428
CEREP Ares GP, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63419	NFD Luxembourg S.A., Strassen . . . . .	63428
CEREP Investment Franklin, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63415	Pencil S.A., Luxembourg . . . . .	63411
Cetex Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	63425	Plainton S.A., Luxembourg . . . . .	63410
Compagnie d'Uzaru, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63415	Private Placement Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	63433
Compagnie de Réassurance Akzo Nobel S.A., Luxembourg . . . . .	63427	R.F.I. Holding S.A., Luxembourg . . . . .	63456
Comtech Mobile S.A., Wasserbillig . . . . .	63427	R.M.D., Recherche Médicale Distribution S.A., Luxembourg . . . . .	63429
Crédit Suisse Group Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg . . . . .	63410	Reagra S.A., Luxembourg . . . . .	63427
Economia Europe S.A., Luxembourg . . . . .	63414	Rodacucos Property Investments, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63433
Economia Europe S.A., Luxembourg . . . . .	63430	Rötelzeichnung Holding AG, Luxembourg . . . . .	63410
Economia Europe S.A., Luxembourg . . . . .	63430	Second German Property Portfolio, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63420
Elektrizitäts-Gesellschaft Laufenburg Luxembourg AG, Luxembourg . . . . .	63426	Second German Property Portfolio, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63422
Etem, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63420	Skype Software S.A., Luxembourg . . . . .	63426
Etem, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63420	Société Financière et Immobilière de l'Ouest S.A., Luxembourg . . . . .	63426
Etem, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63420	Southfield, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63430
Eucleide S.A., Luxembourg . . . . .	63412	Southfield, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	63432
Eurcolux S.A., Luxembourg . . . . .	63412	Standfast Reinsurance S.A., Luxembourg . . . . .	63427
Eurefco, S.à r.l., Foetz . . . . .	63410	T.O. Transoil Finance S.A., Luxembourg . . . . .	63411
Euritrade S.A., Luxembourg . . . . .	63416	Talo Holding S.A., Luxembourg . . . . .	63412
Eurofashion S.A., Luxembourg . . . . .	63427	Talo Holding S.A., Luxembourg . . . . .	63414
Fang S.A., Luxembourg . . . . .	63451	ThermoCool, S.à r.l., Grevenmacher . . . . .	63453
Fideuram Gestions S.A., Luxembourg . . . . .	63415	Turpolux, S.à r.l., Strassen. . . . .	63451
Financial Development S.A., Luxembourg . . . . .	63426	Whitearea Investment S.A., Luxembourg . . . . .	63434
Flour S.A., Luxembourg . . . . .	63436	World Immo Invest S.A., Luxembourg . . . . .	63414
Gigi-Design, S.à r.l., Leudelange . . . . .	63428		
Lampard S.A., Luxembourg . . . . .	63411		

63410

**CREDIT SUISSE GROUP FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 84.894.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 10 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 497 du 29 mars 2002.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005, enregistrés à Luxembourg, le 28 avril 2006, réf. LSO-BP06482, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE GROUP FINANCE (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(038766/250/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**EUREFCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R. C. Luxembourg B 15.655.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 21 décembre 2005*

*Première résolution*

Madame Covadonga Rubio est nommée gérante administrative de la S.à r.l. EUREFCO avec effet au 21 décembre 2005.

Madame Covadonga Rubio réside au 20, rue de la Vallée, L-3368 Leudelange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2005.

EUREFCO, S.à r.l.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2006, réf. LSO-BP03488. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(038076/514/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**PLAINTON S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R. C. Luxembourg B 78.503.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue le 18 avril 2006 que:

Le terme de leurs mandats étant arrivé à échéance, Madame Carine Bittler, Monsieur Yves Schmit et Monsieur Steve Lang ont été réélus aux postes d'Administrateurs de la société, et la SOCIETE DE GESTION COMPTABLE, S.à r.l. au poste de Commissaire aux Comptes.

L'ensemble de leurs mandats prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2006, réf. LSO-BP04725. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(038085/1285/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**RÖTELZEICHNUNG HOLDING AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 49.044.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2006, réf. LSO-BP05230, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038452/734/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

63411

**PENCIL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 65.003.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée des actionnaires de la Société tenue extraordinairement en date du 13 avril 2006 que:

- l'assemblée générale a décidé de confirmer le mandat de l'ensemble des administrateurs actuellement en place pour une nouvelle durée d'une année, jusqu'à la date statutaire de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2006.

Luxembourg, le 14 avril 2006.

Pour extrait conforme

Par mandat pour le Conseil d'Administration

Cl. Geiben

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2006, réf. LSO-BP03166. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(038097/273/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**T.O. TRANSOIL FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.  
R. C. Luxembourg B 82.336.

Suivant une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des associés du 12 avril 2006 de la société T.O. TRANSOIL FINANCE S.A. il a été décidé:

1. Acceptation de la démission de Mme Maggy Kohl, Monsieur Olivier Dorier et de Monsieur Marcel Recking comme administrateurs.

Luxembourg, le 12 avril 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 13 avril 2006, réf. LSO-BP02888. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038150/4185/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**LAMPARD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.  
R. C. Luxembourg B 82.337.

Suivant une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des associés du 12 avril 2006 de la société LAMPARD S.A. il a été décidé:

1. Acceptation de la démission de Mme Maggy Kohl, Monsieur Olivier Dorier et de Monsieur Marcel Recking comme administrateurs.

Luxembourg, le 12 avril 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 13 avril 2006, réf. LSO-BP02885. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038152/4185/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**ASIA OCEANIA MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 31.893.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 10 mars 2006*

- Messieurs André Schmit, Serge D'Orazio et Jean-André Stammel sont réélus en tant qu'Administrateurs pour un nouveau terme d'un an, expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

- DELOITTE S.A. est réélu en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé pour un nouveau terme d'un an, expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

Certifié sincère et conforme

Pour ASIA OCEANIA MANAGEMENT S.A.

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2006, réf. LSO-BP05892. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038806/526/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

63412

**EUCLEIDE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.  
R. C. Luxembourg B 81.364.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale du 15 mars 2006 a décidé:

- de renouveler les mandats de:

l'administrateur et administrateur-délégué M. Jean-Michel Benard, ingénieur, 6, allée de la Pelletière, F-92.380 Garches,

l'administrateur M. Guy Porre, ingénieur, 5, Queensberry Place, SW7 GB-Londres;

- de nommer Madame Ann Elisabeth Benard, chef de cabine, 6, allée de la Pelletière, F-92.380 Garches, troisième administrateur de la société;

- de nommer FIDEX AUDIT, S.à r.l., 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, commissaire aux comptes.

Les mandats viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale de 2012 approuvant les comptes de 2011.

*Pour EUCLEIDE S.A., Société Anonyme*

SOFINEX S.A., Société Anonyme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2006, réf. LSO-BP06247. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038153//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**EURCOLUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1253 Luxembourg, rue Nicolas Bové.  
R. C. Luxembourg B 45.763.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue au siège social le 21 mars 2006*

*Addendum*

7. Elections statutaires:

d) L'Assemblée décide de nommer Monsieur Nicolas Léonard, demeurant 37, rue du Magenot à B-6740 Fratin, Administrateur à partir du 1<sup>er</sup> avril 2006. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2010.

e) Conformément à l'article 10 des statuts, l'Assemblée autorise la délégation de la gestion journalière à Monsieur Nicolas Léonard, nommé Administrateur Délégué à partir du 1<sup>er</sup> avril 2006.

H. Azijn

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2006, réf. LSO-BP05924. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038162//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**TALO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.  
R. C. Luxembourg B 106.243.

—  
L'an deux mille six, le vingt-neuf mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de TALO HOLDING S.A. (la «Société»), une société anonyme holding, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

constituée suivant acte du notaire soussigné, en date du 18 février 2005, publié au Mémorial C numéro 595 du 21 juin 2005.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 106.243.

Les statuts de la Société furent modifiés maintes reprises et dernièrement suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 28 octobre 2005, la publication au Mémorial dudit acte étant en cours.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Fabien Rossignol, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne Waldung, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Emilie Bovrisse, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux re-

présentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'Assemblée constate:

A) Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1.- Augmentation du capital souscrit de la Société à concurrence de huit cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (859.500,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux millions trente et un mille euros (2.031.000,- EUR) divisé en deux cent trois mille et cent (203.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, à un montant de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cents euros (2.890.500,- EUR) qui sera représenté par deux cent quatre-vingt-neuf mille et cinquante (289.050) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, par la création et l'émission de quatre-vingt-cinq mille neuf cent cinquante (85.950) actions nouvelles ordinaires supplémentaires, chacune avec une valeur nominale de dix euros (10,- EUR), chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

2.- Acceptation à la souscription et à la libération intégrale en numéraire de ces quatre-vingt-cinq mille neuf cent cinquante (85.950) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, par la société FORTIS LUXEMBOURG VIE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 16, boulevard Royal, L-2449, les actionnaires existants ayant, dans la mesure nécessaire, renoncé à leur droit de souscription préférentiel.

3.- Modification du premier alinéa de l'article cinq (5) des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital ci-avant décidée.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de huit cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (859.500,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux millions trente et un mille euros (2.031.000,- EUR) divisé en deux cent trois mille et cent (203.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, à un montant de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cents euros (2.890.500,- EUR) qui sera représenté par deux cent quatre-vingt-neuf mille et cinquante (289.050) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, par la création et l'émission de quatre-vingt-cinq mille neuf cent cinquante (85.950) actions nouvelles ordinaires supplémentaires, chacune avec une valeur nominale de dix euros (10,- EUR), chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunissant toutes les actions présentement émises, reconnaît en rapport avec la présente augmentation de capital que les actionnaires existants ont dans la mesure nécessaire renoncé à leur droit préférentiel de souscription et décide d'admettre à la souscription de la totalité des actions nouvelles, la société suivante:

la société FORTIS LUXEMBOURG VIE S.A., une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B 30.415).

*Intervention - Souscription - Libération*

Est ensuite intervenu aux présentes:

Monsieur Fabien Rossignol, préqualifié,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du seul souscripteur susnommé,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 23 mars 2006,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par tous les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle personne comparante, agissant ès dites qualités, a déclaré souscrire au nom et pour le compte de FORTIS LUXEMBOURG VIE S.A., prénommée, aux quatre-vingt-cinq mille neuf cent cinquante (85.950) actions nouvellement émises par la Société et les libérées intégralement par des versements en numéraire.

Le souscripteur susmentionné, par son représentant susnommé, déclare en outre et tous les actionnaires présents à l'assemblée générale extraordinaire reconnaissent expressément que chaque action nouvelle a été intégralement libérée en numéraire, et que la somme totale de huit cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (859.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

## Troisième résolution

Afin de refléter l'augmentation de capital ci-avant intervenue, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'article cinq (5) premier alinéa des statuts de la Société. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de donner à cet alinéa premier de l'article cinq (5) des statuts de la Société, la teneur suivante:

**Art. 5. (premier alinéa).** «Le capital souscrit est fixé à deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cents euros (2.890.500,- EUR) représenté par deux cent quatre-vingt-neuf mille et cinquante (289.050) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.»

## Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à la somme de dix mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Bertrange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. Rossignol, C. Waldung, E. Bovrisse, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 avril 2006, vol. 903, fol. 16, case 1. – Reçu 8.595 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 avril 2006.

J.-J. Wagner.

(038266/239/105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**TALO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 106.243.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 avril 2006.

J.-J. Wagner.

(038268/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**ECONOMA EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 81.716.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société ECONOMA EUROPE S.A. qui s'est tenue en date du 1<sup>er</sup> mars 2006 que:

1. Monsieur Richard Wright avec adresse professionnelle au 6, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg est nommé comme administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2010 en remplacement de Monsieur François Manti démissionnaire avec effet immédiat;

2. La démission d'AUDIT & BUSINESS CONSULTING, S.à r.l. en tant que Commissaire aux Comptes a été acceptée avec effet au 12 septembre 2005;

3. EUROPEAN AUDIT, S.à r.l. établie et ayant son siège social au 11, rue Hiel, L-7390 Blaschette a été nommée Commissaire aux Comptes avec effet au 12 septembre 2005 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2010.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 20 avril 2006, réf. LSO-BP03963. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038286//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**WORLD IMMO INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 77.758.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00042, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2006.

(038727/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**COMPAGNIE D'UZARU, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.304.300,-.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.  
R. C. Luxembourg B 94.612.

*Extrait d'une résolution de l'associé unique de la Société*

Il résulte d'une résolution de l'associé unique de la Société en date du 24 avril 2006:

- que Monsieur Jean Bodoni, directeur de sociétés, né le 12 juillet 1949 à Bruxelles (Belgique), demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon, a été nommé gérant de la Société, pour une durée indéterminée, avec effet immédiat;

- que Monsieur Jean-Yves Hémerly, directeur de sociétés, né le 16 septembre 1959 à Pont-Audemer (France), demeurant 95, rue Nationale, F-95000 Cergy, a été nommé gérant de la Société, pour une durée indéterminée, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2006.

*Pour COMPAGNIE D'UZARU*

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, réf. LSO-BP05430. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(038186/250/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**CEREP INVESTMENT FRANKLIN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**

**(anc. CEREP INVESTMENT O, S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 114.494.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte sous seing privé en date du 5 avril 2006 que CEREP II, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.559 a cédé 1 (une) part sociale de la Société à CEREP II FINANCE, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.558.

Il résulte de cette cession que la société CEREP II FINANCE, S.à r.l. est devenue propriétaire d'une part sociale dans le capital de la Société et que la société CEREP II, S.à r.l. détient 249 parts sociales dans le capital de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2006.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2006, réf. LSO-BP04641. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(038271//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**FIDEURAM GESTIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 13, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 71.883.

Les comptes annuels régulièrement approuvés, le rapport de gestion, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition d'affectation des résultats et l'affectation des résultats par rapport à l'exercice clos au 31 décembre 2005, enregistrés à Luxembourg, le 7 avril 2006, réf. LSO-BP01524, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

J. Delvaux

*Notaire*

(038292/208/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

**EURITRADE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.  
R. C. Luxembourg B 115.923.

**STATUTS**

L'an deux mille six, le vingt-sept avril.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- La société anonyme dénommée BONCONSEIL S.A., ayant son siège social à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 71.935, ici représentée par:

- Monsieur Yves Schmit, comptable, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre;
- Madame Carine Bittler, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

Lesquels agissent en leurs qualités d'administrateurs de ladite société avec pouvoir de l'engager en toutes circonstances par leurs signatures conjointes.

2.- Madame Carine Bittler, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre, agissant en son nom personnel.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de EURITRADE S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois cent dix mille euros (EUR 310.000,-) représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 27 avril 2011, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une Réunion du conseil d'administration.

**Art. 8.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### Assemblée générale

**Art. 14.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de mars à 9.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

### Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propiété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

### Disposition générale

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2006.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2007.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

#### Souscription et paiement

Les actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Montant souscrit en EUR
1) la société BONCONSEIL S.A., prénommée .....	309	30.900,-
2) Madame Carine Bittler, prénommée .....	1	100,-
Total .....	310	31.000,-

Les actions ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-).

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

#### Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

#### Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.500,-.

#### Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

#### Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale de 2012:

- Monsieur Yves Schmit, comptable, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre;
- Madame Carine Bittler, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre;
- Madame Julia Bracco, employée privée, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

#### Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2012:

COMPTABILUX S.A., ayant son siège social à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs de ses membres.

*Quatrième résolution*

Le siège social de la société est fixé à L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

Dont acte, paît et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant agissant en ses dites qualités, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Y. Schmit, C. Bittler, B. Moutrier.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 avril 2006, vol. 916, fol. 75, case 12. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 2 mai 2006.

B. Moutrier.

(039316/272/192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

---

**CEREP ARES GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. CEREP INVESTMENT G, S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 113.154.

---

*Extrait suite à la cession de parts sociales*

Il résulte d'un acte sous seing privé en date du 16 décembre 2005 que CEREP II, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.559 a cédé, 250 (deux cent cinquante) parts sociales de la Société à CEREP ARES, S.à r.l. (anc. CEREP INVESTMENT F, S.à r.l.), une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.155.

Il résulte de cette cession que la société CEREP ARES, S.à r.l. est devenue propriétaire de 250 parts sociales dans le capital de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2006.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2006, réf. LSO-BP04639. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038275//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**BAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 17.419.

---

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société BAL HOLDING S.A. qui s'est tenue en date du 3 avril 2006 que:

1) le conseil accepte la démission de Monsieur François Manti comme administrateur de la société avec effet au 3 avril 2006;

2) Monsieur Richard Wright avec adresse professionnelle au 6, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg est nommée comme administrateur de la société avec effet au 3 avril 2006, suivant Article 51 de la loi sur les sociétés commerciales de 1915.

Monsieur Richard Wright terminera le mandat de Monsieur François Manti jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, réf. LSO-BP05616. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038289//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**ETEM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 72.528.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, réf. LSO-BP05256, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038435/734/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**ETEM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 72.528.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, réf. LSO-BP05257, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038434/734/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**ETEM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 72.528.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, réf. LSO-BP05258, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038433/734/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**LINDEN DEVELOPPEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 88.865.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00046, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2006.

(038729/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**SECOND GERMAN PROPERTY PORTFOLIO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 113.706.

In the year two thousand six, on the fifth day of April.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The SECOND GERMAN PROPERTY PORTFOLIO (GP) LIMITED, having its registered office in 3 New Burlington Mews, Mayfair, London, W1B 4QB, United Kingdom,

duly represented by Mr Luc Hansen, «licencié en administration des affaires», with professional address in L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, signed *in varietur* by the appearing proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration,

acting as sole member of SECOND GERMAN PROPERTY PORTFOLIO, S.à r.l. (the «Company»), a «société à responsabilité limitée», which has its registered office at 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 113.706 having a corporate capital set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) divided into 125 (one hundred twenty-five) corporate units with a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, which has been incorporated by a notarial deed on January 19, 2006 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The sole member, represented as above stated, requested the undersigned notary to document the following:

*First resolution*

The sole member decides to establish two categories of managers, A and B.

*Second resolution*

The sole member decides to amend articles 8.1., 8.4. and 8.6 of the Articles of Association, which henceforth will read as follows:

«8.1. The Company is managed by at least one A signatory manager and by one B signatory manager, appointed by the General Meeting of the Members which shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers. The Managers constitute a Board of Managers, appointed by the General Meeting of Members. The managers do not need to be members. The General Meeting of Members may at any time and without cause revoke and replace any of the managers.»

«8.4. Decisions of the Board of Managers are taken by an absolute majority of the votes cast and have to be voted by at least one A signatory manager and by one B signatory manager. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.»

«8.6. Towards third parties, the Company is in all circumstances committed either by the joint signatures of one A and one B signatory manager or by the individual signature of the delegate of the Board acting within the limits of his powers.»

*Third resolution*

The sole member decides to appoint for an unlimited period:

*B signatory manager:*

- Mr Michael John Chicken, chartered accountant, born on May 11, 1960 in Altrincham, residing in Flat 1, 34 Harcourt Terrace, London SW10 9JR, England;

*A signatory managers:*

- Mr Claude Zimmer, «*maître en sciences économiques*», born on July 18, 1956 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Mr Luc Hansen, «*licencié en administration des affaires*», born on June 8, 1969 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Mr John Seil, «*licencié en sciences économiques appliquées*», born on September 28, 1948 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, with the powers indicated in article 8.6 of the Articles of Association.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, signed together with Us, Notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le cinq avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

The SECOND GERMAN PROPERTY PORTFOLIO (GP) LIMITED, ayant son siège social au 3 New Burlington Mews, Mayfair, Londres, W1B 4QB, Royaume-Uni,

ici représentée par Monsieur Luc Hansen, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée sous seing privé.

La prédite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement,

agissant en sa qualité d'associée unique de SECOND GERMAN PROPERTY PORTFOLIO, S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 113.706, ayant un capital social s'élevant à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune, constituée suivant acte notarié en date du 19 janvier 2006, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'associée unique, représentée comme stipulé ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

*Première résolution*

L'associée unique décide d'instaurer deux catégories de gérants, A et B.

*Deuxième résolution*

L'associée unique décide de modifier les articles 8.1., 8.4. et 8.6. des statuts, qui auront dorénavant la teneur suivante:

«8.1. La Société est gérée par au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, nommés par l'Assemblée Générale des Associés qui décide également de leur rémunération et des modalités de désignation de chacun des gérants. Les gérants forment un Conseil de Gérance nommé par l'Assemblée Générale des Associés. Les gérants n'ont

pas besoin d'être associés. L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe quel gérant.»

«8.4. Toute décision du Conseil de Gérance est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés, devant comporter obligatoirement le vote d'un gérant investi des pouvoirs de la catégorie A et le vote d'un gérant investi des pouvoirs de la catégorie B. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.»

«8.6. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants, dont obligatoirement une signature de la catégorie A et une autre signature de la catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs.»

*Troisième résolution*

L'associée unique décide de nommer, pour une durée indéterminée:

*Gérant de catégorie B:*

- M. Michael John Chicken, expert-comptable, né le 11 mai 1960 à Altrincham, demeurant à Flat 1, 34 Harcourt Terrace, Londres SW10 9JR, Angleterre;

*Gérants de catégorie A:*

- M. Claude Zimmer, maître en sciences économiques, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire;

- M. Luc Hansen, licencié en administration des affaires, né le 8 juin 1969 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire;

- M. John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, né le 28 septembre 1948 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, avec les pouvoirs définis à l'article 8.6 des statuts.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: L. Hansen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2006, vol. 153S, fol. 6, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Müller.

J. Elvinger.

(039349/211/116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**SECOND GERMAN PROPERTY PORTFOLIO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 113.706.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

J. Elvinger.

(039350/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**MAXXIUM LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1415 Luxembourg, 7, rue de la Déportation.

R. C. Luxembourg B 7.910.

L'an deux mille six, le vingt-deux mars.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme MAXXIUM LUXEMBOURG, S.A., avec L-1415 Luxembourg, 7, rue de la Déportation (R.C. B 7.910), constituée sous forme de société à responsabilité limitée suivant acte notarié du 3 janvier 1968, publié au Mémorial C N° 18 du 10 février 1968,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 29 juin 2000, publié au Mémorial C N° 813 du 7 novembre 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de: Madame Josée Quintus-Claude, employée privée, demeurant à Pétange.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire: Monsieur Sacha Arosio; employé privé, demeurant à Schuttrange.

L'assemblée élit comme scrutateur: Monsieur Yves Bour, administrateur de sociétés, demeurant à Sanem.

Madame la Présidente expose ensuite:

Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la société sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour conçu comme ci-dessous.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires ou de leurs mandataires, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Changement de l'exercice social avec clôture au 31 mars de chaque année, avec modification afférente de l'article 20 des statuts.

2. Conversion de la devise du capital de LUF en EUR et modification afférente de l'article 6 des statuts.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de réduire l'exercice social du 30 juin 2006 au 31 mars 2006, l'année sociale ayant commencé le 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour se terminer le 31 mars 2006.

L'article 20 des statuts aura désormais la teneur suivante:

**Art. 20.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> avril et finit le 31 mars de chaque année.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide la conversion du capital de LUF 8.067.980,- en EUR 200.000,-.

L'article 6 aura désormais la teneur suivante:

**Art. 6.** Le capital social est fixé à deux cent mille euros (EUR 200.000,-) représenté par sept mille vingt actions (7.020) sans valeur nominale.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

*Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société pour le présent acte sont estimés à huit cent vingt euros.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus de Nous, Notaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: Y. Bour, S. Arosio, J. Quintus-Claude, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 mars 2006, vol. 916, fol. 24, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* M. Ries.

Pour expédition conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 10 avril 2006.

G. d'Huart.

(039352/207/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**LUX-PEC MARCHE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3270 Bettembourg, 10, route de Peppange.

R. C. Luxembourg B 115.925.

—  
STATUTS

L'an deux mille six, le deux mai.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1.- Madame Albina Osmanovic, épouse de Monsieur Adnan Fetic, secrétaire, née le 12 décembre 1981 à Pec (Yougoslavie), demeurant à L-4132 Esch-sur-Alzette, 15, Grand-rue;

2.- Monsieur Jasmin Osmanovic, ouvrier, né le 3 octobre 1987 à Pec (Yougoslavie), demeurant à L-3270 Bettembourg, 10, route de Peppange.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des parts sociales ci-après créées, il est formé une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les présents statuts et par la législation luxembourgeoise afférente.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de:

LUX-PEC MARCHE, S.à r.l.

**Art. 3.** Le siège social est établi à Bettembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision du ou des gérants qui auront tous les pouvoirs d'adapter le présent article.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

Tout associé pourra dénoncer sa participation dans la société. La dénonciation se fera par lettre recommandée envoyée aux associés et aux gérants avec un préavis de six mois avant l'échéance. L'associé désireux de sortir de la société suivra les dispositions de l'article dix des statuts, à l'exclusion du dernier alinéa.

Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts au prix fixé, l'associé désireux de sortir de la société pourra en demander la dissolution et la liquidation.

Sans préjudice de ce qui précède, la société pourra être dissoute avant terme par une décision prise à la majorité simple du capital social.

**Art. 5.** La société a pour objet l'exploitation d'un commerce en détail de produits alimentaires, d'articles de ménage, produits provenant du Balkan, cigarettes, boissons alcooliques, pains ainsi que de revêtements divers et de l'hygiène.

Elle peut faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

1.- Par Madame Albina Osmanovic, le comparant sub 1) .....	50 parts
3.- Par Monsieur Jasmin Osmanovic, le comparant sub 3) .....	50 parts
Total: cent parts sociales .....	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

**Art. 8.** Les copropriétaires indivis de parts sociales, les nus-proprétaires et les usufruitiers sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne agréée préalablement par décision des associés, prise à la majorité simple du capital. L'agrément ne pourra être refusé que pour de justes motifs.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement transmissibles pour cause de mort, même par disposition de dernière volonté, à condition que ce soit en ligne directe ou au conjoint survivant. Tout autre bénéficiaire devra être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés survivants. En cas de refus, le bénéficiaire devra procéder conformément à l'article dix des statuts, à l'exclusion du dernier alinéa, et sera lié par le résultat de l'expertise. Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts au prix fixé, le bénéficiaire sera associé de plein droit.

**Art. 10.** a) Si un associé se propose de céder tout ou partie de ses parts sociales, de même qu'aux cas prévus aux articles quatre et neuf, il doit les offrir à ses co-associés proportionnellement à leur participation dans la société.

b) En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de deux semaines, le ou les associés qui entendent céder les parts, le ou les associés qui se proposent de les acquérir, chargeront de part et d'autre un expert pour fixer la valeur de cession, en se basant sur la valeur vénale des parts.

c) La société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise à tous les associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou à céder les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir les parts proposées à la vente, elles seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la société. Le silence des associés pendant le prédit délai de quatre semaines équivaut à un refus.

d) Dans ce cas, l'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés, étant entendu qu'un droit de préemption est encore réservé aux autres associés en proportion de leurs participations pendant un délai de deux semaines à partir de la date de la communication de l'accord avec des tiers et suivant les conditions de celui-ci. L'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales est remplacé par les articles neuf et dix des présents statuts.

**Art. 11.** La société peut, sur décision de l'assemblée générale, prise à la majorité du capital social, procéder au rachat de ses propres parts sociales au moyen de réserves libres ainsi qu'à leur revente. Ces parts sociales, aussi longtemps qu'elles se trouvent dans le patrimoine de la société, ne donnent droit ni à un droit de vote, ni à des dividendes, ni à une part du produit de la liquidation et elles ne sont pas prises en considération pour l'établissement d'un quorum. En cas de revente, la société procédera suivant les dispositions de l'article dix.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés, révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple du capital. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Les gérants ont le droit, mais seulement collectivement et à l'unanimité, de déléguer partie de leurs pouvoirs à des fondés de pouvoirs et ou à des directeurs.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 15.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions ayant pour objet une modification des statuts pourront également être prises à la majorité simple du capital social. Les dispositions y afférentes des articles 194 et 199 de la loi sur les sociétés commerciales ne trouveront donc pas application.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 17.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

**Art. 18.** L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci atteigne le dixième du capital social.

Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 19.** En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation sera faite par les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

#### *Disposition transitoire*

Exceptionnellement, le premier exercice commence le jour de la constitution et finira le trente et un décembre de l'an deux mille six.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée par la suite, ont été remplies.

#### *Frais*

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-3270 Bettembourg, 10, route de Peppange.

Est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Albina Osmanovic, épouse de Monsieur Adnan Fetic, secrétaire, né le 12 décembre 1981 à Pec (Yougoslavie), demeurant à L-4132 Esch-sur-Alzette, 15, Grand-rue.

La société est valablement engagée par sa seule signature.

Le notaire instrumentaire a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Osmanovic, J. Osmanovic, B. Moutrier.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 mai 2006, vol. 916, fol. 83, case 3. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 3 mai 2006.

B. Moutrier.

(039320/272/131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

### **CETEX LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 50, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 44.919.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2004, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent enregistrés à Luxembourg, le 18 novembre 2005, réf. LSO-BK04887, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038791/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

63426

**SKYPE SOFTWARE, Société Anonyme,  
(anc. SKYPE SOFTWARE S.A.).**

**Capital social: EUR 31.000,-.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.  
R. C. Luxembourg B 100.467.

—  
EXTRAIT

Suite aux décisions de l'associé unique de la Société, SKYPE TECHNOLOGIES S.A., prise en date du 14 octobre 2005, modifiant notamment la forme sociale de la Société, de société anonyme en société à responsabilité limitée (déjà publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés numéro 353 du 17 février 2006 p. 16937), a titre rectificatif doit être rayé le gérant Niklas Tluszcz.

De sorte que le conseil de gérance de la société est composé comme suit:

- Christian Kremer, Gérant,
- Norbert Becker, Gérant,
- Rajiv Dutta, Gérant,
- Robert Miller, Gérant, et
- Niklas Zennström, Gérant A.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2006.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2006, réf. LSO-BP04635. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(038278//26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2006.

---

**SOCIETE FINANCIERE ET IMMOBILIERE DE L'OUEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 75.593.

—  
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00048, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2006.

(038737/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**FINANCIAL DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 59.518.

—  
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00050, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2006.

(038738/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**ELEKTRIZITÄTS-GESELLSCHAFT LAUFENBURG LUXEMBOURG AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 103.420.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Jean Seckler, notaire de résidence alors à Junglinster, en date du 21 septembre 2004, acte publié au Mémorial C n° 1302 du 20 décembre 2004.

—  
Le bilan au 30 septembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2006, réf. LSO-BP06148, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ELEKTRIZITÄTS-GESELLSCHAFT LAUFENBURG LUXEMBOURG AG*

*MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.*

*Signature*

(038774/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**EUROFASHION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 85.785.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 12 décembre 2001, acte publié au Mémorial C n° 742 du 15 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2006, réf. LSO-BP06153, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUROFASHION S.A.

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(038776/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**STANDFAST REINSURANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 34.023.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2006, réf. LSO-BP06381, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038793/4685/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**COMPAGNIE DE REASSURANCE AKZO NOBEL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 28.687.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2006, réf. LSO-BP06383, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038794/4685/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**REAGRA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 39.030.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2006, réf. LSO-BP06385, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038795/4685/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**COMTECH MOBILE S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-6617 Wasserbillig, 64, route d'Echternach.

H. R. Luxemburg B 113.105.

*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 6. März 2006*

Punkt 1 der Tagesordnung:

Die Versammlung beschließt, den Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Mertert von L-6633 Wasserbillig, 80, route de Luxembourg, nach L-6617 Wasserbillig, 64, route d'Echternach zu verlegen.

Für Gleichlautenden Auszug

Unterschrift

*Der Vorsitzende der ordentlichen Generalversammlung*

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, réf. LSO-BP05386. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(041523/745/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

**NFD LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 32.806.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2002, réf. vol. 563, fol. 42, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE REISERBANN

H. Hoven

(038807//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**NFD LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 32.806.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2005, réf. LSO-BG01646, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE REISERBANN

H. Hoven

(038829//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**GIGI-DESIGN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, Z.I. de la Poudrerie.  
R. C. Luxembourg B 33.772.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2005, réf. LSO-BG01626, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE REISERBANN

H. Hoven

(038804//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**ASTRAL HOLDING S.A. LUXEMBOURG, Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 8.533.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 19 avril 2006, réf. LSO-BP03780, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2006.

Signature

*Le liquidateur*

(038822/565/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**AMOTAG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 54.546.

**EXTRAIT**

Le contrat de domiciliation conclu avec le domiciliataire Joseph Hansen, avocat à la Cour, L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains, a été résilié avec effet au 31 décembre 2005.

Luxembourg, le 9 mai 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mai 2006, réf. LSO-BQ02500. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(041763//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

**R.M.D., RECHERCHE MEDICALE DISTRIBUTION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.  
R. C. Luxembourg B 66.242.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille six, le vingt-quatre avril.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société DENIA MANAGEMENT CO S.A., immatriculée au Registrar International Business Companies, government of the British Virgin Islands, ayant son siège social au Arias Fabrega & Fabrega Trust Co. BVI Limited, 325 Waterfront Drive, Omar Hodge Building 2nd Floor, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Islands, ici représentée par Maître François Brouxel, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 24 avril 2006.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant décrit, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

- que la société anonyme RECHERCHE MEDICALE DISTRIBUTION S.A. en abrégé R.M.D., constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 66.242, a été constituée suivant acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 27 juillet 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 847 du 20 novembre 1998, dont le capital social a été converti en euros suivant assemblée générale ordinaire sous seing privé tenue en date du 5 juin 2001, publiée par extrait au Mémorial C, numéro 1135 du 10 décembre 2001, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du prédit notaire Maître Paul Bettingen, en date du 3 février 2004, publié au Mémorial C, numéro 433 du 23 avril 2004, (la «Société»);

- que le capital social de la Société s'élève à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par 100 (cent) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix euros) chacune;

- qu'en sa qualité d'actionnaire unique, elle a décidé de procéder à la dissolution anticipée de la Société et de prononcer sa mise en liquidation à compter de ce jour;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu des comptes de la Société tels qu'arrêtés au 31 décembre 2005, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la clôture de la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné.

Une copie des comptes au 31 décembre 2005, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement;

- que l'actionnaire unique déclare que l'activité de la Société a cessé;

- que l'actionnaire unique déclare être investie de tout l'actif de la Société et qu'elle s'engage à régler tout et n'importe quel passif éventuel de la Société dissoute;

- que suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la Société;

- qu'il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions émises;

- que tous les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée légale de cinq ans à l'ancien siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Et lecture faite au mandataire, il a signé le présent acte avec le Notaire.

Signé: F. Brouxel, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2006, vol. 153S, fol. 31, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 2 mai 2006.

T. Metzler.

(039355/222/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

—  
**THE MONTEFIORI GROUP, Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.  
R. C. Luxembourg B 77.150.

Le bilan au 30 septembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2006, réf. LSO-BP02502, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038823//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

63430

**ECONOMA EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 81.716.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2005, réf. LSO-BP02490, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

(038820//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**ECONOMA EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 81.716.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2005, réf. LSO-BP02495, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

(038819//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**BIPIELLE INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 40.575.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration par voie circulaire avec effet le 3 janvier 2006*

Il est décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Alessandro Riva comme Administrateur de la Société;
- de coopter Monsieur Incoronato Sammarone, résidant professionnellement au 42 Via Nassa, CH-6901 Lugano comme Administrateur en lieu et place de Monsieur Alessandro Riva;
- que Monsieur Incoronato Sammarone terminera le mandat de Monsieur Alessandro Riva;
- de proposer à la prochaine Assemblée Générale Statutaire de ratifier la nomination de Monsieur Incoronato Sammarone.

Certifié conforme et sincère

Pour BIPIELLE INVESTMENT FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2006, réf. LSO-BP05885. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038821/526/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---

**SOUTHFIELD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 115.464.

In the year two thousand and six, on the thirteenth day of April.

Before Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary public, residing in Luxembourg-Bonnevoie.

There appeared:

SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, a company organised as a limited liability Company under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle Country, Delaware 19808 (United States of America), registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 3992400,

duly represented by Mr Michel Bulach, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Greenwich, Connecticut (United States of America) on April 12, 2006.

The proxy after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary public, will remain attached to the present minutes and will be filed at the same time with the registration authorities.

The presaid SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, is the sole member of the corporation SOUTHFIELD, S.à r.l., société à responsabilité limitée, having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies register, hereafter referred to as «the Corporation», incorporated by a deed of the undersigned notary, on April 7, 2006, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to state the following resolutions that it takes in its capacity as sole member of the Corporation:

*First resolution*

The sole member resolves to increase the capital of the Corporation by an amount of one hundred forty-seven thousand five hundred Euro (EUR 147,500.-) so as to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty-five (125) corporate units with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each to the amount of one hundred sixty thousand Euro (EUR 160,000.-) represented by one thousand six hundred (1,600) corporate units with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

*Second resolution*

The sole member resolves to issue one thousand four hundred seventy-five (1,475) additional corporate units with a par value of hundred Euro (EUR 100.-) each, having the same rights and obligations as the existing corporate units together with an aggregate share premium of five thousand nine hundred thirty-one Euro fifty-five cents (EUR 5,931.55).

*Subscription and Payment*

There now appears Maître Michel Bulach, previously named, acting in his capacity as duly appointed attorney in fact of the company SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, previously named, by virtue of the presaid power of attorney.

The appearing person declares subscribing in the name and on behalf of the prenamed company SOUTHFIELD PARTNERS, LLC for one thousand four hundred seventy-five (1,475) newly issued corporate units of the Corporation with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, and to make payment in full for such new corporate units together with the aggregate share premium by a contribution in cash amounting to one hundred fifty-three thousand four hundred thirty-one Euro and fifty-five cents (EUR 153,431.55).

It results from a bank certificate issued on April 13, 2006, that the amount of the contribution for one hundred fifty-three thousand four hundred thirty-one Euro and fifty-five cents (EUR 153,431.55) is at the disposal of the Corporation.

Thereupon, the said subscription and payment in cash are accepted and one thousand four hundred seventy-five (1,475) new fully paid-up corporate units of the Corporation are issued and allotted to SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, prenamed.

*Third resolution*

The sole member resolves to amend the first paragraph of Article 5 of the Articles of the Corporation so as to reflect the resolved capital increase.

Consequently, the first paragraph of Article 5 of the Articles of the Corporation is replaced by the following text:

«The subscribed capital is set at one hundred sixty thousand Euro (EUR 160,000.-) represented by one thousand six hundred (1,600) corporate units with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.»

*Expenses*

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Corporation, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately EUR 4,000.- (four thousand Euro).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, he signed together with the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le treize avril.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

A comparu:

La société SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, une société organisée sous la loi de l'Etat du Delaware ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle Country, Delaware 19808 (Etats-Unis d'Amérique) enregistrée par le Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 3992400,

dûment représentée par Maître Michel Bulach, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Greenwich, Connecticut (Etats-Unis d'Amérique), le 12 avril 2006.

La procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble avec lui aux formalités d'enregistrement.

La prénommée SOUTHFIELD PARTNERS, LLC est l'associée unique de la société SOUTHFIELD, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg, ci-après définie comme la «Société», constituée par acte du notaire instrumentant, en date du 7 avril 2006, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C.

La prédite comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes qu'elle prend en sa qualité d'associée unique de la Société:

*Première résolution*

L'associée unique décide d'augmenter le capital de la Société par un montant de cent quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 147.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, au montant de

cent soixante mille euros (EUR 160.000,-) représenté par mille six cents (1.600) parts sociales avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

*Seconde résolution*

L'associée unique décide d'émettre mille quatre cent soixante-quinze (1.475) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes ensemble avec une prime d'émission de cinq mille neuf cent trente et un euros cinquante-cinq cents (EUR 5.931,55).

*Souscription et paiement*

Apparaît ensuite Maître Michel Bulach, sus-mentionné, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, pré-mentionnée, en vertu de la prédite procuration sous seing privé.

La personne comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de la pré-mentionnée société SOUTHFIELD PARTNERS, LLC mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de la Société nouvellement émises avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, et réaliser la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ensemble avec la prime d'émission, par apport en numéraire d'un montant de cent cinquante-trois mille quatre cent trente et un euros et cinquante-cinq cents (EUR 153.431,55).

Il résulte d'un certificat bancaire émis en date du 13 avril 2006 que le montant de l'apport de cent cinquante-trois mille quatre cent trente et un euros et cinquante-cinq cents (EUR 153.431,55) est à la disposition de la Société.

Sur ce, ladite souscription et la libération en numéraire sont acceptées et mille quatre cents soixante-quinze (1.475) nouvelles parts sociales entièrement libérées de la Société sont allouées à SOUTHFIELD PARTNERS, LLC, préqualifiée.

*Troisième résolution*

L'associée unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital réalisée.

En conséquence, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société est remplacé par le texte suivant:

«Le capital souscrit est fixé à cent soixante mille euros (EUR 160.000,-) représenté par mille six cents (1.600) parts sociales avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.»

*Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 4.000,- (quatre mille euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la personne comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et dressé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu au mandataire, il a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. Bulach, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 20 avril 2006, vol. 28CS, fol. 34, case 2. – Reçu 1.534,31 euros.

*Le Receveur (signé):* Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 2 mai 2006.

T. Metzler.

(039411/222/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**SOUTHFIELD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 115.464.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 2 mai 2006.

T. Metzler.

(039412/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**BISTRA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 88.908.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2006, réf. LSO-BP03554, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2006.

Signature.

(038892/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**PRIVATE PLACEMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 102.950.

*Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Statutaire du 18 avril 2006*

- Messieurs Jean-Paul Loos, résidant professionnellement 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Rafik Fischer, résidant professionnellement 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Michel Meert, résidant professionnellement 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg sont réélus comme Administrateurs pour un nouveau terme d'un an expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

- DELOITTE S.A., Luxembourg, est réélue comme Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

Extrait certifié sincère et conforme  
Pour PRIVATE PLACEMENT FUND  
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2006, réf. LSO-BP05883. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038824/526/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**RODACUCOS PROPERTY INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: NOK 120.000,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 63.306.

Suite à une décision de l'Associé unique prise en date du 31 mars 2006, le siège social de la société a été transféré du 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du gérant:

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2006.

Pour RODACUCOS PROPERTY INVESTMENTS, S.à r.l.

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l.

Gérant

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2006, réf. LSO-BP04592. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(038838/029/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

**CABARET LIDO, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

Gesellschaftssitz: L-2230 Luxembourg, 30, rue du Fort Neipperg.  
H. R. Luxemburg B 92.189.

Im Jahre zweitausendsechs, den fünften April.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Mirzet Sehic, Kellner und Barman, geboren in Luxemburg, am 26. August 1980, wohnhaft in L-8067 Bartringen, 30, rue am Pesch.

Welcher Komparent ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung CABARET LIDO, S.à r.l., mit Sitz in L-2230 Luxembourg, 30, rue du Fort Neipperg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht von und in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 92189, wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notars am 24. Februar 2003, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 433 vom 22. April 2003.

Der Komparent erklärt der alleinige Gesellschafter der vorbezeichneten Gesellschaft mit beschränkter Haftung CABARET LIDO, S.à r.l., zu sein und ersucht den amtierenden Notar die von ihm gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

*Erster Beschluss*

Der alleinige Gesellschafter erklärt dass auf Grund einer privatschriftlichen Anteilsabtretung vom 4. April 2006, Herr Fikret Sehic, Geschäftsmann, geboren in Gostovic/Borovnica (Bosnien-Herzegowina), am 28. Oktober 1971, wohnhaft in L-8009 Strassen, 113, route d'Arlon, seine fünf hundert (500) Gesellschaftsanteile von je fünfundzwanzig Euro (25.- EUR) der vorbezeichneten Gesellschaft mit beschränkter Haftung CABARET LIDO, S.à r.l., an Herrn Mirzet Sehic, vorgeannt, abgetreten hat.

Der alleinige Gesellschafter erklärt diese Übertragung als der Gesellschaft rechtsgültig zugestellt, gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, respektive des Artikels 190 des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften.

*Zweiter Beschluss*

Auf Grund des hiervoor genommenen Beschlusses, wird Artikel fünf der Satzung wie folgt abgeändert:

«**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile von jeweils fünfundzwanzig Euro (25,- EUR), welche Anteile durch den alleinigen Gesellschafter Herr Mirzet Sehic, Kellner und Barman, geboren in Luxemburg, am 26. August 1980, wohnhaft in L-8067 Bartringen, 30, rue am Pesch, gehalten werden.

Alle Anteile sind voll eingezahlt.»

*Dritter Beschluss*

Herr Vito Laera, Geschäftsmann, wohnhaft in L-1417 Luxemburg, 13, rue Dicks, wird als technischer Geschäftsführer und Herr Fikret Sehic, Geschäftsmann, wohnhaft in L-8009 Strassen, 113, route d'Arlon, wird als administrativer Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen.

*Vierter Beschluss*

Frau Radmila Pavlovic, Geschäftsfrau, geboren in Belgrad (Serbien und Montenegro), am 12. März 1950, Ehegattin von Herrn Antonio Dianda, wohnhaft in L-5407 Bous, 4, rue d'Oetrange, wird zur neuen und alleinigen Geschäftsführerin der Gesellschaft ernannt.

*Fünfter Beschluss*

Die Geschäftsführerin hat die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten.

*Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr sechshundert Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Kompargenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Sehic, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 avril 2006, vol. 536, fol. 33, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Hirtt.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 3. Mai 2006.

J. Seckler.

(039410/231/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**WHITEAREA INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 97.380.

L'an deux mille six, le six avril.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme WHITEAREA INVESTMENT S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 97.380, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003, publié au Mémorial C numéro 61 du 16 janvier 2004.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Philippe Vanderhoven, employé, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Isabelle Koulouris, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Stéphanie Stacchini, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1.- Remplacement des 310 actions existantes d'une valeur nominale de 100,- EUR par 1.000 actions d'une valeur nominale de 31,- EUR chacune et modification afférente de l'article 3 des statuts.

2.- Création de 2 catégories d'administrateurs et modification afférente du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5 des statuts.

3.- Modification des pouvoirs du conseil d'administration, changement du régime actuel de signature et modification afférente de l'article 6 des statuts.

4.- Nominations statutaires.

5.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de remplacer les 310 actions existantes d'une valeur nominale de 100,- EUR par 1.000 actions d'une valeur nominale de 31,- EUR chacune et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions de trente et un euros (31,- EUR) chacune.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de créer deux catégories d'administrateurs, à savoir les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. (premier alinéa).** La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres, actionnaires ou non, dont deux administrateurs de la catégorie A et trois administrateurs de la catégorie B.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier les pouvoirs du conseil d'administration, de changer le régime actuel de signature des administrateurs et de modifier en conséquence l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Restent dans la compétence exclusive du Conseil d'Administration et ne pourront faire l'objet de délégations, les pouvoirs suivants:

- a) l'acquisition et/ou l'aliénation, à quelque titre que ce soit, de biens immobiliers, la constitution et l'acquisition de droits réels (de jouissance et/ou de garantie) sur des biens immobiliers, ainsi que la stipulation de contrat de baux à loyer - actifs ou passifs - pour une durée supérieure de 9 (neuf) ans;
- b) l'acquisition et/ou l'aliénation, à quelque titre que ce soit, de participations dans d'autres entreprises, ou de participations en consortium ou regroupements temporaires d'entreprises;
- c) la constitution de garanties réelles ou personnelles;
- d) l'acquisition et/ou l'aliénation, à quelque titre que ce soit, de brevets et de droits relatifs à des inventions industrielles, des modèles, des dessins ornementaux, des marques ou signes distinctifs;
- e) l'engagement et/ou le licenciement de personnel dirigeant et la définition de politiques en matière de personnel;
- f) l'approbation de plans stratégiques, de plans opérationnels et d'investissement;
- g) l'acquisition et/ou l'aliénation, à quelque titre que ce soit, d'entreprises ou de branches d'entreprises;
- h) la réalisation de plans de stock option à la suite des délibérations de l'assemblée en la matière;
- i) la reprise d'emprunt, respectivement l'émission de prêts et de financements ou tout genre ainsi que l'octroi de crédits et l'émission d'obligations convertibles.

Le conseil d'administration peut désigner son président, en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour les activités d'administration extraordinaires décrites au 2<sup>e</sup> alinéa, points a) à i) de l'article 6 des statuts, la société se trouve engagée par la signature conjointe d'un administrateur de type A et de trois administrateurs de type B.

Pour les activités d'administrations ordinaires la société se trouve engagée par la signature conjointe d'un administrateur de type A et un administrateur de type B pour des opérations ne dépassant pas la somme de vingt mille euros (20.000,- EUR) et pour les opérations dépassant cette somme la société est valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et de deux administrateurs de catégorie B.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Benoît Georis comme administrateur et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le nombre d'administrateurs de la société de trois à cinq et de nommer aux fonctions d'administrateurs, leurs mandats prenant fin avec les mandats des autres administrateurs en fonction à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009:

- Monsieur Fabio Mazzoni, administrateur de sociétés, né à Ixelles, (Belgique), le 20 janvier 1960, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri;
- Monsieur Philippe Vanderhoven, administrateur de sociétés, né à Rocourt, (Belgique), le 2 juillet 1971, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri;
- Madame Sara Cipollini, dirigeante, née à Legnano, (Italie), le 13 février 1972, demeurant à I-20121 Milan, 6, Via Bassano Porrone, (Italie).

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de réorganiser les pouvoirs de signature comme suit:

*Administrateurs de catégorie A:*

Messieurs Fabio Mazzoni et Philippe Vanderhoven.

*Administrateurs de catégorie B:*

Madame Sara Cipollini et Messieurs Antonio Monti et Christophe Davezac.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à huit cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passée à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: P. Vanderhoven, I. Koulouris-Zacchari, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 avril 2006, vol. 536, fol. 34, case 10. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé): C. Hirrt.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 mai 2006.

J. Seckler.

(039413/231/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**FLOUR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 62.355.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00013, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038900/043/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**BUSINESS SERVICES & ADVISORY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 115.348.

**EXTRAIT**

Il résulte d'un procès-verbal de l'assemblée des associés tenue en date du 3 avril 2006 que:

- L'assemblée décide d'annuler la fonction de Monsieur Damiano Nesi en tant que gérant technique avec effet immédiat.

- Est nommé gérant administratif Monsieur Damiano Nesi, consultant, né le 4 mai 1959 à Prato en Italie, demeurant au 19A, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg à partir du 3 avril 2006 pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00074. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(041676/984/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

**MULTIWORLD, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-5826 Howald-Hesperange, 33, rue de Gasperich.  
H. R. Luxemburg B 76.862.

Im Jahre zweitausendundsechs, den vierundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar, Henri Hellinckx, mit dem Amtswohnsitz in Mersch (Luxemburg).

Sind die Anteilhaber der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) MULTIWORLD, mit Sitz in L-2952 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg, unter der Nummer B 76.862, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet unter der Bezeichnung PRISMA PRIVATFINANZ PORTFOLIO, gemäß Urkunde des Notars Frank Baden, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, am 18. Juli 2000, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 599 vom 22. August 2000. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 27. Juli 2004, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 895 vom 6. September 2004.

Die Gesellschafterversammlung wird um 15:00 Uhr unter dem Vorsitz von Frau Valérie Glane, Bankangestellte, wohnhaft in Virton (Belgien) eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zum Sekretär Frau Ulrike Jacquin-Becker, Bankangestellte, wohnhaft in Bertrange (Frankreich).

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Frau Carine Steimes, Bankangestellte, wohnhaft in Wolkrange (Belgien).

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Da alle Aktien Namensaktien sind erfolgen die Einberufungen zur gegenwärtigen Versammlung durch schriftliche Einladung vom 14. März 2006 an alle Aktionäre.

II.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Verlegung des Sitzes der Gesellschaft in die Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg - Änderung von Artikel 4.

2. Nettoinventarwert - Möglichkeit der Rundung des Nettoinventarwertes auf eine Anzahl von Dezimalstellen, die maximal vier betragen kann und im Verkaufsprospekt angegeben wird - Änderung von Artikel 13.

3. Sonstiges.

4. Vollständige Neufassung der Satzung und Annahme der koordinierten Fassung der Satzung nach den oben genannten Änderungen.

III.- Die anwesenden oder vertretenen Aktienhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktienhabern oder deren Bevollmächtigte, das Versammlungsbüro und den unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigegeben.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von zweihundertneunundsiebzehntausendsebenhundertvierzig Komma siebenhundertneunundzwanzig (279.741,729) sich im Umlauf befindenden Aktien, zweihundertneunundsiebzehntausendsebenhundertvierzig Komma siebenhundertneunundzwanzig (279.741,729) Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

V.- Gegenwärtige Versammlung ist somit regelrecht zusammengesetzt und ist befugt über vorstehende Tagesordnung zu beschließen.

Alsdann werden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst.

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft in die Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg, genauer gesagt nach L-5826 Howald-Hesperange, 33, rue de Gasperich, zu verlegen und Artikel 4 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut wie in dem folgenden dritten Beschluss angegeben ist zu geben.

*Zweiter Beschluss*

Bezüglich der Möglichkeit der Rundung des Nettoinventarwertes auf eine Anzahl von Dezimalstellen, die maximal vier betragen kann und im Verkaufsprospekt angegeben wird, beschließt die Generalversammlung Artikel 13 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut wie in dem folgenden dritten Beschluss angegeben ist zu geben.

*Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die Satzung vollständig zu überarbeiten und genehmigt die koordinierte Fassung der Satzung welche fortan folgenden Wortlaut haben wird:

**Art. 1. Die Gesellschaft.** Es wird hierdurch zwischen den Unterzeichnern und allen Eignern der danach ausgegebenen Gesellschaftsaktien eine Gesellschaft in der Form einer «Aktiengesellschaft» gegründet, die eine «Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital («SICAV») unter dem Namen MULTIWORLD («die Gesellschaft») darstellt.

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft wird für einen unbegrenzten Zeitraum gegründet.

**Art. 3. Gegenstand.** Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in verschiedenartigen Werten im Rahmen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Massnahme treffen und Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres

Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfang, wie es das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. jede spätere Fassung desselben (das «Gesetz vom 20. Dezember 2002») erlaubt.

Die Gesellschaft wird sich Kapital beschaffen, ohne dabei ihre Aktien beim Publikum innerhalb der Europäischen Union (EU) oder einem Teil der Europäischen Union zu vertreiben.

#### **Art. 4. Geschäftssitz**

1. Der Geschäftssitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Hesperange, im Grossherzogtum Luxemburg, errichtet. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat») errichtet werden. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats kann der Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde von Hesperange verlegt werden.

2. Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ausserordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehenden Massnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet der vorübergehenden Verlegung ihres Geschäftssitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital, Teilfonds, Aktienkategorien, Aktienklassen**

1. Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-).

Die konsolidierte Bilanz der Gesellschaft, welche die Konten aller Teilfonds (wie nachstehend in Punkt 2 dieses Artikels definiert) zusammenfaßt, ist in Euro ausgedrückt.

Die Änderungen am Kapital erfolgen von Rechts wegen und ohne die Veröffentlichungs- und Eintragungsmassnahmen beim Handels- und Gesellschaftsregister, wie für Kapitalerhöhungen und -herabsetzungen von Aktiengesellschaften vorgesehen.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Teilfonds (wie nachstehend in Punkt 2 dieses Artikels definiert), die nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet, so dass das Gesellschaftskapital der Summe aller in Euro ausgedrückten Inventarwerte entspricht.

2. Durch Beschluss kann der Verwaltungsrat jederzeit einen oder mehrere Teilfonds (der oder die «Teilfonds») im Sinne des Artikels 133, Absatz (1) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 für eine oder mehrere Aktienkategorien und/oder -klassen in der in Punkt 3 dieses Artikels beschriebenen Art bilden.

Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft ein und dieselbe Rechtspersönlichkeit. In Abweichung von Artikel 2093 des Zivilgesetzbuches bürgen die Aktiva eines Teilfonds nur gegenüber den Schulden, Verpflichtungen und Pflichten dieses Teilfonds.

Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Aktien der entsprechenden Aktienkategorie/-klasse gemäß Artikel 13 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensaktien durch eine Mitteilung an ihre, im Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Aktien der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

3. Das Gesellschaftskapital ist durch Aktien ohne Nennwert («Aktien») dargestellt, die voll eingezahlt sein müssen. In jedem Teilfonds können durch Beschluss des Verwaltungsrates jederzeit Aktienkategorien und/oder -klassen eingerichtet werden für Aktien (i) mit einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) mit einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) mit einer spezifischen Struktur bezüglich der dem Vertreiber oder der Gesellschaft zufallenden Gebühr und/oder (iv) mit einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (v) mit einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (vi) mit unterschiedlichen Währungen, auf welche die jeweilige Aktienkategorie/-klasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vii) mit der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienkategorie/-klasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (viii) mit sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden.

Die ausschüttenden Aktien, sofern ausgegeben, berechtigen ihre Eigner zum Dividendenbezug gemäss Beschluss einer getrennten Gesellschafterversammlung der Eigner der ausschüttenden Aktien einer Aktienkategorie/-klasse. Die thesaurierenden Aktien berechtigen ihre Eigner nicht zum Dividendenbezug, jedoch falls eine Dividende aus ausschüttenden Aktien bei einer getrennten Gesellschafterversammlung der Eigner der ausschüttenden Aktien einer gegebenen Aktienkategorie/-klasse von Aktien erklärt wird, muss ein der Dividendenausschüttung entsprechender Betrag jeder thesaurierenden Aktie der betreffenden Aktienkategorie/-klasse zugeteilt werden (wie in Artikel 28 beschrieben). Andere Aktienkategorien/-klassen beinhalten die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmten Rechte.

Der Erlös aus jeder Aktienemission in einer bestimmten Aktienkategorie und/oder -klasse wird im Vermögen des Teilfonds angelegt, dem diese Aktienkategorie/-klasse angehört, und zwar in verschiedenen Werten, die nach dem Ge-

setz zulässig sind, gemäss einer Anlagepolitik, die der Verwaltungsrat für den jeweiligen Teilfonds unter Beachtung der von Gesetz und Verordnung oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen bestimmt.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit im Rahmen der jeweiligen Aktienkategorien/-klasse Aktien zum Ausgabepreis pro Aktie auszugeben, ohne den bestehenden Gesellschaftern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neu auszugebenden Aktien zu gewähren.

Die Aktien müssen voll eingezahlt sein.

#### **Art. 6. Form der Aktien**

Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- und/oder Inhaberaktien auszugeben.

Zertifikate für Inhaberaktien werden in vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Aktien in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein.

Die Inhaberaktien können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von Inhabertifikaten ausgegeben werden, die eine oder mehrere Aktien darstellen. Wenn ein Eigner von Inhaberaktien die Zusendung und/oder materielle Aushändigung seiner Zertifikate wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet. Die für die materielle Aushändigung der Zertifikate eventuell erhobene Gebühr wird im Verkaufsprospekt angegeben.

Im Falle von Namensaktien, oder wenn der Verwaltungsrat beschliesst, dass die Eigner eines Teilfonds, einer Aktienkategorie oder Aktienklasse keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Aktieninhaber keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird dem Anleger statt dessen eine Bestätigung seines Aktiensbesitzes zugestellt. Wünscht ein Eigner einer Namensaktie, dass ihm Aktienzertifikate oder eine Bestätigung für seine Aktien ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrates können Bruchteile von Aktien ausgegeben werden. Der Verwaltungsrat wird für jeden Teilfonds die Anzahl der Dezimalstellen festlegen und diese im Verkaufsprospekt angeben. Die Aktienbruchteile sind stimmrechtslos, sie haben aber einen ihrem Anteil entsprechenden Anspruch am Nettoaktivvermögen.

Gegen Zahlung der dem Aktionär aus dem Tausch entstandenen Kosten können Inhabertifikate zu jeder Zeit gegen andere Inhaberpapiere getauscht werden, die eine andere Anzahl an Aktien darstellen.

Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmässig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet. Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann vorübergehend Aktienzertifikate in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschliessen wird.

Aktien werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises (gem. Artikel 7) ausgegeben. Die Übertragung der Aktien in entsprechender Höhe an den Zeichner erfolgt unverzüglich nach Eingang des vollständigen Kaufpreises bei der Depotbank.

Zahlungen von Dividenden an Aktieninhaber erfolgen, soweit es sich um ausschüttende Namensaktien handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an jene Anschrift, die dem Verwaltungsrat schriftlich angegeben worden ist. Bezüglich ausschüttender Inhaberaktien erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vom Eigner einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und wird der jeweiligen Aktienkategorie/-klasse eines Teilfonds der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Sämtliche ausgegebene Namensaktien der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere zu diesem Zweck von der Gesellschaft bestellten Personen geführt wird. Dieses Register soll den Namen jedes Eigners von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien enthalten. Jede Übertragung und Rückgabe einer Namensaktie muss in das Register eingetragen werden.

Aktien sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Aktienzertifikate, falls derartige Zertifikate ausgegeben wurden, wobei alle noch nicht fälligen Ertragsscheine beigefügt sein müssen.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister anlässlich der Aushändigung des/der Zertifikate/s über diese Aktien (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig scheinen.

Jeder Eigner einer Namensaktie muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft geschickt werden können. Falls ein Aktieninhaber eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann die Gesellschaft beschliessen, dass eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen wird und dass angenommen wird, die Anschrift des Aktieninhabers befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Aktieninhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitgeteilt hat. Der Aktieninhaber kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft, an deren Geschäftssitz oder an eine andere Anschrift, gemäss Bestimmung der Gesellschaft.

Falls infolge einer von einem Zeichner gemachten Zahlung die Ausgabe von Bruchteilsanteilen erforderlich ist, ist ein solcher Bruchteil in das Register einzutragen. Die Aktienbruchteile beinhalten keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigen sie, in dem von der Gesellschaft festgelegten Umfang, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös.

Inhaberpapiere können mittels Zahlung der von dieser Umwandlung entstandenen Kosten durch den Aktionär in eine Namenseintragung umgewandelt werden. Die Umwandlung von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Annullie-

nung der Inhaberaktien, wenn derartige Zertifikate ausgegeben wurden, und gegebenenfalls durch Ausgabe von Namensaktien, die an deren Stelle treten. Im Register der Namensaktien muss ein Vermerk erfolgen, der diese Ausgabe feststellt.

Die Umwandlung von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch Annullierung der Namenszertifikate, wenn derartige Zertifikate ausgegeben wurden, und gegebenenfalls durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberkonten, die an deren Stelle treten. Im Aktionärsregister muss ein entsprechender Vermerk erfolgen, der diese Annullierung feststellt.

Bevor die Aktien in Form von Inhaberaktien ausgegeben und bevor die Namensaktien in Inhaberaktien umgewandelt werden, kann die Gesellschaft auf eine für den Verwaltungsrat zufriedenstellende Weise die Zusicherung einfordern, dass eine solche Ausgabe oder Umwandlung nicht dazu führt, dass solche Aktien von «nicht autorisierten Personen» (wie in Artikel 11 näher beschrieben) gehalten werden.

Die Gesellschaft kann provisorische Zertifikate in den Formen ausgeben, die durch den Verwaltungsrat näher bestimmt werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigner pro Aktie an.

Handelt es sich bei der Aktie um ein unteilbares, zerstückeltes oder strittiges Gut, müssen die Personen, die einen Anspruch auf die Aktie geltend machen, einen Bevollmächtigten ernennen, um die Aktie gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller Rechte, die mit den Aktien verbunden sind, auszusetzen, bis der Bevollmächtigte ernannt worden ist.

Im Falle einer ungeteilten Aktie ist jeder Miteigentümer berechtigt, die Aktie allein gegenüber der Gesellschaft zu vertreten: in diesem Falle kann kein Einspruch gegen die Entscheidung der/des Miteigentümer(s) erhoben werden, auch nicht gegen die Gesellschaft.

Außerdem werden die Bekanntmachungen und sonstigen Informationen für die Aktionäre an irgendeinen der im Register angegebenen Miteigentümer versandt.

**Art. 7. Ausgabe der Aktien.** Innerhalb eines Teilfonds oder einer Aktienkategorie/-klasse ist der Verwaltungsrat befugt, zu jeder Zeit voll eingezahlte Aktien auszugeben.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe innerhalb eines Teilfonds begrenzen. Der Verwaltungsrat kann insbesondere beschließen, dass die Aktien eines Teilfonds nur während eines oder mehrerer festgelegten Zeiträume oder jeder anderen im Verkaufsprospekt vorgesehenen Periodizität ausgegeben werden.

Ferner liegt es im alleinigen Ermessen des Verwaltungsrates, die Zeichnung von Aktien ohne Angabe von Gründen abzulehnen.

Wann immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Aktien auf dem Inventarwert (wie in Artikel 13 näher beschrieben) basieren für den jeweiligen Teilfonds oder die jeweilige Aktienkategorie/-klasse, erhöht um eine Verkaufsgebühr, soweit von der Vertriebsstelle oder der Gesellschaft beschlossen, die ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen sind, wobei diese Verkaufsgebühr sich nach den jeweiligen Gesetzen richtet und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten darf und für jede(n) Teilfonds oder Aktienkategorie/-klasse unterschiedlich sein kann, aber innerhalb eines Teilfonds oder einer Aktienkategorie/-klasse, alle Zeichnungsanträge an ein und demselben Ausgabetag gleich behandelt werden müssen, soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht.

Der so errechnete Preis («Verkaufspreis») ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Zeitraums von nicht mehr als sieben Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Aktien zahlbar.

Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Soweit Sparpläne angeboten werden, wird die Verkaufsgebühr nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen erhoben. Bei der für einen mehrjährigen Zeitraum vereinbarten Abnahme von Aktien wird höchstens ein Drittel von jeder für das erste Jahr vereinbarten Zahlung für die Deckung von Kosten verwendet. Die restlichen Kosten werden auf alle späteren Zahlungen gleichmässig verteilt.

Die Zeichnungsanträge können bei anderen von der Gesellschaft bestellten Einrichtungen gestellt werden.

Falls die Zahlung nicht eingeht, kann die Gesellschaft zwangsweise den Rückkauf der Aktien durchführen und sich trotzdem das Recht vorbehalten, die gegebenenfalls geschuldeten Kosten und Gebühren zu fordern.

**Art. 8. Rücknahme der Aktien.** Jeder Aktionär hat das Recht, jederzeit die Rücknahme seiner Aktien unter den Bedingungen und in den Grenzen zu beantragen, die von dieser Satzung, dem Verkaufsprospekt und dem Gesetz festgelegt sind.

Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Aktien jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Der Rücknahmepreis wird innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von drei Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmeantrages bei der Gesellschaft, gezahlt. Der Lauf der vorgenannten Fristen beginnt bei der Rücknahme von Aktien, für welche Zertifikate ausgestellt wurden, erst mit Zugang des Zertifikates bei der Gesellschaft. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Aktie des jeweiligen Teilfonds, der jeweiligen Aktienkategorie oder -klasse, in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 13 dieser Satzung berechnet, abzüglich von geschätzten Handelsgebühren und/oder einer Rücknahmegebühr, insoweit diese vom Verwaltungsrat beschlossen und im Verkaufsprospekt beschrieben sind.

Unter besonderen Umständen und auf ausdrückliches Begehren des Aktionärs hin kann die Gesellschaft auch eine Auszahlung in Form von Sacheinlagen akzeptieren, wobei dem Aktionär Vermögensanlagen, welche dem von der Rücknahme betroffenen Teilfonds zuzuordnen sind, zu dem jeweiligen Wert an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Die angewandte Bewertung wird durch ein durch den Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) der Gesellschaft erstelltes

Bewertungsgutachten bestätigt, in welchem insbesondere die Anzahl, die Bezeichnung und die zugrunde liegende Bewertungsmethode für diese Vermögensanlagen angegeben wird. Dieser Bericht wird zudem den Gesamtwert dieser Vermögensanlagen in der Währung des von dieser Auszahlung betroffenen Teilfonds ausdrücken. Der Verwaltungsrat wird in jedem Fall sicherstellen, dass eine Auszahlung in Form von Sacheinlagen nicht den Interessen der verbleibenden Aktionären zuwider läuft.

In dem Fall, in dem die Rücknahme-/Umwandlungsanträge für einen Teilfonds an einem Bewertungstag einen vom Verwaltungsrat zu bestimmenden und im Verkaufsprospekt angegebenen Prozentsatz der Nettoaktiva des betreffenden Teilfonds übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Rücknahme-/Umwandlungsanträge anteilmäßig zu reduzieren und zurückzustellen, um die Zahl der an diesem Tage zurückgenommenen/umgewandelten Anteile auf den vorerwähnten Prozentsatz der Nettoaktiva des betreffenden Teilfonds zu begrenzen. Jeder derart zurückgestellte Rücknahme-/Umwandlungsantrag wird - immer unter dem Vorbehalt des obengenannten Prozentsatzes der Nettoaktiva - am nächsten Berechnungstag des Nettoinventarwertes vor den Rücknahme-/Umwandlungsanträgen dieses Bewertungstages prioritär behandelt.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von aussergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Teilfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Gesellschaft unverzüglich Gegenstände des Fondsvermögens veräussern, um die Zahlung so schnell wie möglich durchführen zu können, jedoch ohne Zinsen.

Der Antrag auf Rücknahme der Aktien ist vom Aktieninhaber schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Verkaufsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Aktien zurückgegeben werden sollen. Die Aktienzertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäss erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, ausser im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme.

Die zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

**Art. 9. Umtausch der Aktien.** Jeder Aktieninhaber kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Aktien, innerhalb desselben Teilfonds oder von einem Teilfonds zu einem anderen, von einer Aktienkategorie/-klasse in eine andere beantragen, gemäss einer Umtauschformel und Grundsätzen, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden und im geltenden Verkaufsprospekt der Gesellschaft dargelegt sind. Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, den Umtausch der Aktien mit einer Gebühr zu belegen, Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen oder gänzlich zu untersagen, wie im geltenden Verkaufsprospekt beschrieben. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen oder den Umtausch der Zahlung von Kosten unterwerfen, deren Betrag er in vernünftiger Weise bestimmt. Diese Beschränkungen und die eventuell zu entrichtenden Beträge werden im Verkaufsprospekt veröffentlicht.

Die Aktien, die in andere Aktien umgewandelt wurden, werden annulliert.

**Art. 10. Verlorene und zerstörte Zertifikate.** Falls ein Eigner von Inhaberaktien der Gesellschaft in zufriedenstellender Art nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann, auf sein Verlangen, ein Duplikat des Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft bestimmten Bedingungen und Garantien ausgestellt werden, wie beispielsweise in Form einer Garantieerklärung einer Versicherungsgesellschaft. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikats, mit dem Vermerk «Duplikat», wird das ursprüngliche Aktienzertifikat, an dessen Stelle das neue ausgegeben worden ist, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Order der Gesellschaft gegen neue ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate müssen bei der Gesellschaft abgeliefert werden und werden sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Aktieninhaber die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Aktienzertifikates als Ersatz für das verlegte, beschädigte oder zerstörte Aktienzertifikat zu belasten.

#### **Art. 11. Einschränkung des Aktienbesitzes**

1) Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Aktien der Gesellschaft von einer natürlichen oder juristischen Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt; oder  
b) deren Aktienbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

2) Die Gesellschaft kann dementsprechend den Erwerb und Besitz von Gesellschaftsaktien durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien oder die Registrierung von Aktienübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung nicht dazu führen könnte, dass dadurch ein rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an solchen Aktien durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Gesellschaftsaktien ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder Person, deren Namen im Aktionärsregister eingetragen ist oder die eine Eintragung betreffend einer Übertragung von Aktien ins Aktionärsregister beantragt, die Lieferung jeder Angaben und Bescheinigungen verlangen, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet um festzustellen, ob diese Aktien rechtlich oder wirtschaftlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die eine ausgeschlossene Person ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder wirtschaftlicher Eigner der Aktien ist, und falls diese Person die Aktien nicht einer berechtigten Person überträgt, Anordnung der zwangsweisen Veräusserung all dieser von einer ausgeschlossenen Person gehaltenen Aktien nach folgenden Modalitäten verlangen:

(1) Die Gesellschaft wird dem Aktieninhaber, der im Aktionärsregister als Eigentümer der Aktien eingetragen ist, eine Aufforderung zustellen (nachstehend «Rücknahmeaufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Aktien, den für diese Aktien zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Rücknahmepreis dieser Aktien zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahmeaufforderung kann einem solchen Aktieninhaber auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankierten Einschreibebrief an seine zuletzt bekannte oder im Register der Gesellschaft eingetragene Anschrift. Der Aktieninhaber ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft das oder die Aktienzertifikate, auf die sich die Rücknahmeaufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahmeaufforderung angegeben ist, verliert der Aktieninhaber sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahmeaufforderung genannten Aktien und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Aktien gemäss Rücknahmeaufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Aktien des betroffenen Teilfonds und der betroffenen Aktienkategorie/-klasse entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 13 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer entsprechenden Rücknahmegebühr und/oder Handelsgebühr gem. Artikel 8.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Aktien in der Währung des jeweiligen Teilfonds, der jeweiligen Aktienkategorie oder -klasse geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder bei einer anderen Zahlstelle (wie in der Rücknahmeaufforderung festgehalten) zur Zahlung gegen Aushändigung des Aktienzertifikats oder der Zertifikate, welche die Aktien beurkunden, wie sie in der Rücknahmeaufforderung benannt sind oder gegen Aushändigung von Zertifikaten, die Namensaktien verkörpern, wenn solche Zertifikate ausgegeben worden sind, hinterlegt. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie, wie in der Rücknahmeaufforderung aufgeführt, innehat sowie alle weiteren Rechte an den Aktien, oder jegliche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte.

(4) Die Ausübung durch die Gesellschaft der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Aktien einer Person vorgelegen habe, oder dass der tatsächliche Eigner von Aktien ein anderer gewesen sei, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass in jedem Falle die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind.

(5) Die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch eine ausgeschlossene Person ablehnen.

Bei der Bezeichnung «ausgeschlossene Person», wie in dieser Satzung benutzt, handelt es sich nicht um Wertpapierhändler, die im Zusammenhang mit dem Vertrieb Aktien der Gesellschaft erwerben. US-Bürger stellen eine besondere Kategorie von «ausgeschlossene Personen» dar. Der Begriff «US-Bürger» bezeichnet dabei alle Staatsangehörigen, Bürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder ihrer Hoheitsgebiete, oder ihrer Rechtsprechung unterstehender Gebiete, sowie alle normalerweise dort wohnhaften Personen (einschließlich des Nachlasses der Besitztümer solcher dort niedergelassenen oder organisierten Personen oder Vereinigungen, Gesellschaften oder Partnerschaften).

## **Art. 12. Schliessung und Verschmelzung von Teilfonds und von Aktienkategorien/-klassen**

1) Falls das Vermögen eines Teilfonds, einer Aktienkategorie/-klasse den Stand nicht erreicht bzw. unter einen Stand fällt, den der Verwaltungsrat als notwendig erachtet, um eine vernünftige Geschäftsführung zu gewährleisten oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen, finanzpolitischen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Teilfonds/die betreffende Aktienkategorie/-klasse von Einfluss sind, oder im Rahmen von Rationalisierungsmassnahmen bei der Produktserie, die der Kundschaft angeboten wird, kann der Verwaltungsrat, nachdem er im voraus die betreffenden Aktieninhaber unterrichtet hat, alle (aber nicht nur einige) Aktien des betreffenden Teilfonds/der betreffenden Aktienkategorie/-klasse an dem Fristablauf folgenden Bewertungstag zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schliessung des betreffenden Teilfonds/der betreffenden Aktienkategorie/-klasse widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen oder 30 Tage nach dieser Benachrichtigung den Teilfonds/die Aktienkategorie/-klasse mit einem anderen Teilfonds/einer anderen Aktienkategorie/-klasse der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW verschmelzen.

2) Die Schliessung eines Teilfonds, einer Aktienkategorie oder -klasse verbunden mit zwangsweiser Rücknahme aller betreffenden Aktien oder die Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds, einer anderen Aktienkategorie oder -klasse der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW jeweils aus anderen Gründen, als den des Mindestvolumens seiner Vermögenswerte oder der Veränderungen der wirtschaftlichen, finanzpolitischen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Teilfonds, der betreffenden Aktienkategorie oder -klasse von Einfluss sind, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Aktieninhaber dieses/dieser zu schliessenden oder zu verschmelzenden Teilfonds, Aktienkategorie oder -klasse auf einer ordnungsgemäss einberufenen getrennten Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber des betreffenden Teilfonds, der betreffenden Aktienkategorie oder -klasse, welche wirksam ohne Quorum gehalten werden und mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien entscheiden kann, beschlossen werden.

3) Eine auf diese Weise vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Aktieninhabern gutgeheissene Verschmelzung ist für die Aktieninhaber des betreffenden Teilfonds/der betreffenden Aktienkategorie/-klasse nach Ablauf einer dreissigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Aktieninhaber an bindend, ausser im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement», welche Verschmelzung nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktieninhaber bindend ist. Ein Antrag eines Aktieninhabers auf Rücknahme seiner Aktien während der Frist kann nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden. Liquidationserlöse, welche von den Aktieninhabern bei der Beendigung der Liquidation eines Teilfonds/einer Aktienkategorie/-klasse nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

4) Der Bescheid über die Rücknahmeanündigung ist Gegenstand einer Mitteilung an die Aktionäre gemäß Verkaufsprospekt.

**Art. 13. Nettoinventarwert.** Der Wert des Nettovermögens und der Nettoinventarwert der Aktien eines jeden Teilfonds oder einer jeden Aktienkategorie/-klasse der Gesellschaft, sowie der Ausgabe- und der Rücknahmepreis, werden von der Gesellschaft oder von der dazu delegierten Person in Zeitabständen bestimmt, die der Verwaltungsrat festlegt, jedoch mindestens einmal im Monat. Dieser Nettoinventarwert wird in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds oder Aktienkategorie/-klasse oder in jeder anderen Währung nach Wahl des Verwaltungsrats ausgedrückt. Er wird berechnet, indem das Nettovermögen des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienkategorie/-klasse durch die Anzahl der in diesem Teilfonds bzw. dieser Aktienkategorie/-klasse ausgegebenen Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert pro Aktie jedes/r Teilfonds/Kategorie/Klasse kann bis auf vier Dezimalstellen auf-/abgerundet werden. Die genaue Anzahl der Dezimalstellen wird im Prospekt angegeben.

Der Tag, auf den der Nettoinventarwert datiert ist, wird in der vorliegenden Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet.

Die Bewertung der Vermögenswerte und der Verpflichtungen in jedem Teilfonds oder jeder Aktienkategorie/-klasse der Gesellschaft erfolgt nach folgenden Grundsätzen:

1. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- a) die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsanteile;
- b) alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- c) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieft Forderungen sowie ausstehende Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- d) alle Aktien und andere Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter 2.a. beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- e) bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- f) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- g) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;
- h) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

2. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten offiziell ermittelten und durch den betreffenden Fonds mitgeteilten Rücknahmepreis bzw., auf Anweisung und unter der Verantwortung des Verwaltungsrates, zu dem letzten inoffiziellen Nettoinventarwert bewertet, wenn letzterer jüngeren Datums ist (es handelt sich hierbei um eine Schätzung des Nettoinventarwertes, so wie diese gewöhnlicherweise für Zeichnungen und Rücknahmen vorgenommen wird, oder wie diese von anderen Quellen als der Hauptverwaltung des Zielfonds mitgeteilt wird, wie beispielsweise durch den Investment Manager dieser Zielfonds). Die auf einem inoffiziellen Nettoinventarwert beruhende Bewertung von Zielfondsanteilen kann von einer Bewertung auf Basis der offiziell durch die Hauptverwaltung der Zielfonds an einem Bewertungstag vorgenommenen Bewertung abweichen und bleibt unabhängig von jeder später vorgenommenen Bewertung abschliessend und bindend. Anteile von börsennotierten Zielfonds werden zum letzten verfügbaren Börsenpreis ermittelt.

b) Der Wert der Barmittel in Kasse und auf Konto, Wechsel und Sichtscheine und Forderungen, vorausgezählte Aufwendungen, Dividenden und aufgelaufene und noch nicht vereinnahmte Zinsen werden zu ihrem vollen Betrag in Betracht gezogen, ausser wenn es sich als unwahrscheinlich herausstellt, dass diese ganz gezahlt werden oder eingehen. In letzterem Fall wird der Wert nach einem Abschlag bestimmt, der in einem solchen Fall für angemessen erachtet wird, um den wahren Wert dieser Vermögenswerte zu ergeben.

c) Die Bewertung der Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, der Öffentlichkeit zugänglich und dessen Funktionsweise regelmässig ist (im Folgenden als «geregelter Markt» bezeichnet), gründet auf dem letztverfügbaren Schlußkurs und, falls dieses Wertpapier an mehreren Märkten gehandelt wird, auf der Grundlage des letztverfügbaren Schlußkurses am hauptsächlichsten Markt für dieses Wertpapier. Falls der zuletzt verfügbare Schlußkurs den wahren Wert nicht darstellt, erfolgt die Bewertung auf der Grundlage des voraussichtlichen Realisierungswertes, wie vorsichtig und nach Treu und Glauben bestimmt.

d) Sofern ein Vermögenswert an keiner Börse/keinem Markt oder an einem anderen als einem geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche auf einem solchen anderen Markt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (b) oder (c) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

e) Der Liquidationswert der Termin- und Optionskontrakte, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, entspricht dem Nettoliquidationswert, der gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats berechnet und einheitlich auf jeden Vertragstyp angewendet wird. Die Bewertung aller auf geregelten Märkten gehandelten Termin- und Optionskontrakte beruht auf dem letzten bekannten Kurs der geregelten Märkte, auf denen die Termin- und Optionskontrakte von der Gesellschaft gehandelt werden. Wenn ein Termin- oder Optionskontrakt an einem Berechnungstag nicht verkauft

werden kann, ermittelt der Verwaltungsrat auf genaue vernünftige Weise einen Grundwert, der der Berechnung des Liquidationswertes dieses Kontrakts dient.

f) Die Zinsswaps werden gemäß ihrem Marktwert bewertet, der auf Grundlage der anwendbaren Zinskurve ermittelt wird. Die Swaps auf Indizes oder Finanzinstrumente werden gemäß ihrem Marktwert bewertet, der auf der Grundlage der entsprechenden Indizes oder Finanzinstrumente ermittelt wird. Die Bewertung der Swapverträge auf Indizes oder Finanzinstrumente beruht auf dem Marktwert dieser Swapgeschäfte gemäß der Methoden, die der Verwaltungsrat festgelegt hat.

g) Sofern die Praxis es erlaubt, können liquide Mittel, Geldmarktinstrumente und alle anderen Instrumente auf Grundlage des letzten bekannten Schlußkurses des Bewertungstages oder durch Anwendung des linearen Abschreibungsverfahrens bewertet werden. Im Falle einer linearen Abschreibung werden die Stände des Portfolios regelmäßig vom Verwaltungsrat überprüft, um mögliche Abweichungen zwischen der Methode der letzten bekannten Schlußkurse und der Methode der linearen Abschreibung herauszufinden. Wenn eine festgelegte Abweichung einen Verlust oder eine Benachteiligung der Aktionäre verursacht, können geeignete Korrekturmaßnahmen ergriffen werden, einschließlich, falls notwendig, die Berechnung eines Nettoinventarwertes auf der Grundlage der letzten bekannten Schlußkurse.

h) Wertpapiere, die auf eine andere Währung lauten als die Währung, in welcher der jeweilige Teilfonds ausgedrückt ist, werden zum letztbekanntesten Devisenkurs umgewechselt.

i) Alle anderen Vermögenswerte werden auf der Grundlage ihres voraussichtlichen Realisierungswertes bewertet, wie vorsichtig und nach Treu und Glauben bestimmt.

j) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode erlauben, wenn nach seiner Meinung eine solche Bewertung den tatsächlichen Wert eines Vermögenswertes besser widerspiegelt.

### 3. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

a) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

b) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

c) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

d) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

e) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

f) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domizilar-, Verwaltungs-, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

### 4. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

In jedem Teilfonds kann der Verwaltungsrat - wie in Artikel 5 dieser Satzung beschrieben - mehrere Aktienkategorien/-klassen einrichten.

a) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienkategorie/-klasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienkategorie/-klasse beziehungsweise den Aktienkategorien/-klassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Nettovermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienkategorie/-klasse zuzuordnen sind, erhöhen.

b) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienkategorie(n)/-klasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet.

c) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds bzw. derselben/denselben Aktienkategorie(n)/-klasse(n) zugeordnet wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung des Teilfonds bzw. der oder den entsprechenden Aktienkategorie(n)/-klasse(n) in Anrechnung gebracht.

d) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Aktienkategorie/-klasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbind-

lichkeit allen Teilfonds bzw. Aktienkategorien/-klassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Aktienwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet.

e) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienkategorie/klasse wird der Nettovermögenswert dieser Aktienkategorie/klasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Aktienwertes, welche vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen vom Verwaltungsrat mit der Berechnung des Aktienwertes beauftragten Stelle getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft sowie für gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktieninhaber bindend.

#### 5. Gemeinsame Verwaltung von Vermögenswerten:

Zu Zwecken einer effizienten Geschäftsführung kann der Verwaltungsrat beschließen, dass die gesamten Aktiva eines Teilfonds oder ein Teil derselben auf einer gemeinsamen Basis verwaltet werden, wenn diese Verwaltungsart mit der Anlagepolitik der betreffenden Teilfonds vereinbar ist. In diesem Fall werden die Vermögenswerte der verschiedenen Teilfonds gemeinsam verwaltet. Die Aktiva, die Gegenstand einer derartigen gemeinsamen Verwaltung sind, werden als «Pools» bezeichnet, wobei diese Pools nur zu betriebsinternen Verwaltungszwecken gebildet werden. Die Pools stellen keine separaten Einheiten dar und sind den Anlegern nicht direkt zugänglich. Jedem gemeinsam verwalteten Teilfonds werden spezifische Vermögenswerte zugeordnet.

Wenn die Vermögenswerte aus mehr als einem Teilfonds in einem Pool zusammengefasst werden, werden die Aktiva, die jedem der betreffenden Teilfonds zugeordnet werden können, durch Bezugnahme auf die ursprüngliche Zuteilung der Aktiva dieses Teilfonds zu diesem Pool bestimmt und ändern bei zusätzlicher Zuteilung oder bei Anlageverkäufen.

Die Rechte des betreffenden Teilfonds an den gemeinsam verwalteten Vermögenswerten beziehen sich auf alle Anlagen des Pools. Die zusätzlichen Anlagen, die für Rechnung von gemeinsam verwalteten Teilfonds getätigt werden, werden diesen Teilfonds gemäß ihrer Rechte an den gemeinsam verwalteten Vermögenswerten gutgeschrieben. Die verkauften Anlagen werden den Teilfonds auf ähnliche Weise im Verhältnis zu den gehaltenen Vermögenswerten entnommen.

#### 6. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

a) Anträge auf Rücknahme ausstehender Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt berücksichtigt, welcher vom Verwaltungsrat am entsprechenden Bewertungstag festgelegt wird, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt als ausgegebene Aktien behandelt, welcher vom Verwaltungsrat am jeweiligen Bewertungstag festgelegt wird, an dem die Bewertung vorgenommen wird. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

c) alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Aktienwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

d) sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist.

Der Nettoinventarwert eines jeden Teilfonds und einer jeden Aktienkategorie/-klasse, sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis des Bewertungstages sind bei der Gesellschaft und bei den Einrichtungen erhältlich, die mit der Eintragung der Zeichnungs- und Rücknahmeanträge beauftragt sind. Der Verwaltungsrat bestimmt ausserdem die Zeitungen der Länder, in denen insbesondere der Nettowert und die Zeitabstände dieser Veröffentlichungen mitgeteilt werden.

**Art. 14. Vorläufige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts und der Ausgabe und Rücknahme der Aktien.** Über die gesetzlich festgelegten Einstellungsgründe hinaus kann die Gesellschaft zu jeder Zeit die Bewertung des Nettoinventarwerts der Aktien in einem oder mehreren Teilfonds, sowie die Ausgabe, die Rücknahme und die Umwandlung der Aktien dieser Teilfonds in folgenden Fällen vorläufig einstellen:

1. falls ein Markt oder eine Börse, an welchen ein wesentlicher Teil des Vermögens eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als den üblichen Feiertagen geschlossen ist, oder wenn der Handel dort Beschränkungen unterworfen oder vorläufig eingestellt wird, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft beeinträchtigt;

2. falls der Handel einer Devise, in welcher ein wesentlicher Teil des Vermögens der Gesellschaft angelegt ist, an anderen Tagen als den üblichen Feiertagen geschlossen ist, oder falls der Handel dort Beschränkungen unterworfen oder eingestellt wird, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft beeinträchtigt;

3. während einer Einstellung oder Unterbrechung der normalerweise benutzten Kommunikationsmittel, die zur Ermittlung der Kurse oder des Werts von Anlagen der Gesellschaft benutzt werden, oder falls aus irgendeinem Grund die Kurse oder der Wert einer Anlage der Gesellschaft nicht mit genügender Schnelligkeit und Genauigkeit bestimmt werden kann;

4. falls Beschränkungen auf dem Devisenhandel oder der Überweisung von Geldern den Ablauf von Transaktionen für Rechnung der Gesellschaft verhindern oder wenn Käufe und Verkäufe für Rechnung der Gesellschaft nicht zu normalen Devisenkursen getätigt werden können;

5. falls Faktoren, die unter anderem aus politischen, wirtschaftlichen, militärischen, monetären oder steuerbezogenen Ereignissen, die sich der Kontrolle, Verantwortung oder den Handlungsmöglichkeiten der Gesellschaft entziehen, diese daran hindern, über das Vermögen der Gesellschaft zu verfügen oder den Vermögenswert der Gesellschaft auf normale und vernünftige Weise zu bestimmen;

6. während einer Zeit, in welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Aktien nach Auffassung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann;

7. in der Folge eines eventuellen Beschlusses, die Gesellschaft oder einen/mehrere Teilfonds zu liquidieren oder aufzulösen.

Wird die Nettoinventarwertberechnung ausgesetzt, unterrichtet die Gesellschaft unverzüglich und in angemessener Weise die Aktionäre, die Zeichnungs-, Rücknahme- oder Umtauschanträge für diesen oder diese Teilfonds gestellt haben.

Jede Aussetzung der Ermittlung des Netto-Inventarwertes der Aktien eines oder mehrerer Teilfonds, die länger als 3 Arbeitstage dauert, wird in angemessener Form und insbesondere in den Zeitungen bekannt gegeben, in denen diese Werte normalerweise veröffentlicht werden.

Während des Aussetzungszeitraums können die Aktionäre, die einen Zeichnungs-, Rücknahme- oder Umwandlungsantrag in Bezug auf Aktien gestellt haben, diesen zurücknehmen. Wenn sie dies unterlassen, werden die Aktien unter Bezugnahme auf die erste Berechnung des Netto-Inventarwertes nach Ablauf des Aussetzungszeitraumes ausgegeben, zurückgenommen oder umgewandelt.

Liegt weder Böswilligkeit, grobe Fahrlässigkeit noch ein offensichtlicher Fehler vor, ist jede Entscheidung des Verwaltungsrates oder eines Beauftragten des Verwaltungsrates bezüglich der Ermittlung des Netto-Inventarwertes sowohl für die Gesellschaft als auch für ihre Aktionäre endgültig und verbindlich.

**Art. 15. Hauptversammlung der Aktionäre.** Die ordentlich einberufene Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft und stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Gesellschafter verbindlich, unabhängig vom Teilfonds, von der Aktienkategorie und/oder -klasse, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber eines bestimmten Teilfonds, einer bestimmten Aktienkategorie oder -klasse gemäss den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

Die Gesellschafterversammlung hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die allgemeinen Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten. Diese findet am dritten Donnerstag des Monats April jedes Jahres, zum ersten Mal im Jahre 2002 statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls aussergewöhnliche Umstände dies gemäss Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Gesellschafterversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung genannt werden.

Getrennte Gesellschafterversammlungen der Aktieninhaber eines bestimmten Teilfonds, einer oder mehrerer bestimmter Aktienkategorie(n)/-klasse(n) können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die folgenden Grundsätze sinngemäss. Eine getrennte Gesellschafterversammlung kann bezüglich des betreffenden Teilfonds, der betreffenden Aktienkategorie oder -klasse über alle Angelegenheiten beschliessen, die gemäss Gesetz oder dieser Satzung nicht der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Gesellschafterversammlungen dürfen nicht in die Rechte von Aktieninhabern anderer Teilfonds, Aktienkategorien oder -klassen, oder in die Rechte und Kompetenzen der Hauptversammlung oder des Verwaltungsrats eingreifen.

Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Gesellschaftsversammlungen oder von getrennten Gesellschafterversammlungen von Aktieninhabern eines/einer oder mehrerer Teilfonds, Aktienkategorien oder -klassen.

Um zur Generalversammlung zugelassen zu werden, hat jeder Besitzer von Aktien seine Inhabertifikate fünf volle Tage vor dem Tag, der für die Versammlung vorgesehen ist, beim Sitz der Gesellschaft oder bei den Einrichtungen, die in den Einberufungsschreiben angegeben sind, zu hinterlegen.

Die Eigentümer von Aktien, die nicht die Form von Inhabertifikaten haben, müssen dem Verwaltungsrat innerhalb derselben Frist schriftlich (per Brief oder Vollmachterteilung) ihre Absicht mitteilen, dass sie an der Versammlung teilnehmen, und die Anzahl der Aktien angeben, für die sie an den Abstimmungen teilzunehmen gedenken.

Die Aktien aller Teilfonds und Aktienkategorien oder -klassen geben unabhängig von deren Inventarwert Anrecht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Aktieninhaber kann an jeder Gesellschafterversammlung selbst teilnehmen oder sich durch einen anderen Aktieninhaber oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Der Verwaltungsrat kann die Formulierung der Vollmachten festlegen und verlangen, dass diese an dem von ihm angegebenen Ort fünf volle Tage vor der Generalversammlung hinterlegt werden.

Mitbesitzer, Nutzniesser und blossen Eigentümer, Gläubiger und Pfandgläubiger haben sich jeweils von ein und derselben Person vertreten zu lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsmässiger Bestimmungen werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Gesellschafterversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefasst. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Aktieninhaber zu erfüllen sind, um an einer Gesellschaftsversammlung teilnehmen zu können.

Die Gesellschafterversammlungen werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die den Ort, das Datum, die Anwesenheitsbedingungen für die Beschlußfähigkeit sowie die Tagesordnung enthält. Diese wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht und gemäß Gesetz an alle Eigner von Namensaktien an ihre im Aktionärsregister eingetragene Anschrift geschickt.

Die Generalversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären zusammentreten, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren.

Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet; falls die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre gemäß Gesetz einberufen wird, hat die Tagesordnung die Fragen zu berücksichtigen, von denen verlangt wird, dass sie der Versammlung unterbreitet werden.

Falls jedoch alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, in Kenntnis der Tagesordnung zu sein, kann die Versammlung ohne vorherige Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Aktionärsversammlung kann sich nur mit den Fragen befassen, die auf der Tagesordnung stehen.

Die Protokolle der Generalversammlungen werden von den Mitgliedern des Vorstands und den Aktionären, die dies verlangen, unterzeichnet. Exemplare oder Auszüge, die vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden unterzeichnet von:

- zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder
- den vom Verwaltungsrat dazu berechtigten Personen.

**Art. 16. Der Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen.

Die Generalversammlung legt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Vergütung fest.

Falls eine Rechtspersönlichkeit zum Verwaltungsratsmitglied ernannt wird, kann sie eine natürliche Person bestellen, durch die sie ihre Pflichten als Verwaltungsratsmitglied erfüllt. In dieser Hinsicht können Dritte den Beweis der Vollmachten nicht verlangen, da die einfache Angabe der Vertretungs- oder Delegierteneigenschaft der Rechtspersönlichkeit genügt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Gesellschafter für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wiederwählbar.

Der Auftrag der scheidenden Verwaltungsratsmitglieder, die nicht wiedergewählt werden, endet sofort nach der Generalversammlung.

Die Verwaltungsratsmitglieder, die für die Wahl vorgeschlagen werden und deren Namen sich auf der Tagesordnung der Jahresversammlung befinden, werden mit der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und abstimmenden Aktien gewählt.

Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzen wird. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abberufen und/oder ersetzt werden.

Auf der Hauptversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn:

- a) diese andere Person wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen oder
- b) ein Gesellschafter, der bei der anstehenden Gesellschafterversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, vollstimmig ist, unterbreitet dem Vorsitzenden- oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Gesellschafterversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Gesellschafter den Verzicht auf die obenaufgeführten Erklärungen beschliessen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

Kandidaten, die nicht Verwaltungsratsmitglieder sind, aber für die Wahl vorgeschlagen werden und deren Namen sich nicht auf der Tagesordnung der Jahresversammlung befinden, werden mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der anwesenden oder vertretenen und abstimmenden Aktien gewählt.

#### **Art. 17. Vorsitz und Sitzungen des Verwaltungsrates**

1) Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und der für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Hauptversammlung verantwortlich ist.

2) Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder an den in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

3) Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

4) Schriftliche, telegraphische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind. Auf Grund von Zustimmungserklärungen aller Verwaltungsratsmitglieder kann

auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einladung ist ferner nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im voraus festgelegt worden sind.

5) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats mittels einer Vollmacht in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiber, Fernkopierer oder sonstige geeignete Übertragungsmittel, die auf einem schriftlichen Dokument basieren, vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere Kollegen vertreten.

6) Der Verwaltungsrat ist nur bei einer ordnungsgemäss erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen verpflichten, ausser wenn sie durch einen speziellen Verwaltungsratsbeschluss dazu ermächtigt sind.

7) Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschliessen, wenn mindestens zwei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid.

8) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an der Verwaltungsratssitzung über Telefonkonferenz oder ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, bei der alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig verständigen können. Die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel kommt der physischen Präsenz an der Sitzung gleich.

9) Die Verwaltungsratsmitglieder können auch eine Entscheidung per Zirkularbeschluss fassen. Dieser Beschluss sammelt die Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder, deren Unterschriften entweder auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren dieses Dokuments angebracht werden. Ein solcher Beschluss besitzt die gleiche Gültigkeit und die gleiche Kraft, als wäre er in einer regelmässig einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst worden. Der Nachweis eines solchen Beschlusses kann per Schreiben, Faxschreiben, Telegramm, Telefax oder sonstigen gleichwertigen Mitteln erfolgen.

10) Der Verwaltungsrat kann einen Geschäftsführer und einen stellvertretenden Geschäftsführer sowie weitere Organe oder sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint. Jede dieser Ernennungen kann zu jeder Zeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

11) Die Geschäftsführer brauchen nicht Mitglieder des Verwaltungsrats oder Gesellschafter zu sein. Die so ernannten Geschäftsführer erhalten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat in seinem Beschluss übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann Vollmacht für die tägliche Führung der Gesellschaft und die Umsetzung der Geschäftspolitik an natürliche oder juristische Personen übertragen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten, Kompetenzen und Entscheidungsspielräume auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (ob Verwaltungsratsmitglieder oder nicht) besteht.

12) Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

**Art. 18. Vollmachten des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat ist mit weitreichenden Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

**Art. 19. Festlegung der Anlagepolitik.** Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Gesellschaftern in der Hauptversammlung gemäss Satzung zustehen und gemäss den vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Teilfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäss Gesetz oder Verordnungen sowie solcher, die vom Verwaltungsrat beschlossen werden.

**Art. 20. Tägliche Geschäftsleitung.** Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann seine Befugnisse bezüglich der Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich des Rechtes, als bevollmächtigter Unterzeichner der Gesellschaft zu handeln) sowie ihre Vertretung einem Generaldirektor, einem Generalsekretär und/oder einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen übertragen, die nicht notwendigerweise Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Diese Personen erhalten die Befugnisse, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden. Sie können ihre Befugnisse weiter delegieren, wenn der Verwaltungsrat sie dazu ermächtigt. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls spezielle Mandate durch eine beglaubigte Handlungsvollmacht oder eine nicht notariell beurkundete Unterschrift erteilen.

Der Verwaltungsrat kann innerhalb oder ausserhalb des Verwaltungsrates einen Vorstand oder einen Beratungs- oder technischen Ausschuss als dauerhaftes oder vorübergehendes Gremium bilden. Der Verwaltungsrat bestimmt dessen Zusammensetzung und Befugnisse und legt die gegebenenfalls anfallenden festen oder variablen Vergütungen der Mitglieder dieses Ausschusses fest. Diese Vergütungen werden den Betriebskosten angelastet.

**Art. 21. Betriebsberatung und Verwaltung.** Die Gesellschaft schließt mit einer Verwaltungsgesellschaft luxemburgischen Rechts (die «Verwaltungsgesellschaft») einen Verwaltungsvertrag ab, wonach die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Anlageziele, der Anlagepolitik und der Anlagegrenzen der Gesellschaft (wie in Artikel 19 näher beschrieben) Anlageentscheidungen trifft.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für die jeweiligen Teilfonds mit anderen luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften einen oder mehrere Verwaltungs- oder Beratungsverträge abschliessen, wonach diese Gesellschaft(en) der Investmentgesellschaft Anlagevorschläge erteilt(en) bzw. Anlageentscheidungen tri(e)fft(en).

### **Art. 22. Interessenkonflikt**

1) Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer, Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

2) Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma nicht verhindert, für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

3) Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Solche Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Gesellschafterhauptversammlung offenzulegen.

4) Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfasst nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Depotbank (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

### **Art. 23. Anspruchswahrung gegenüber der Depotbank und Freistellung**

1) Die Gesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktieinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Aktieinhaber nicht aus.

2) Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem/r Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei, in Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, eines anderen Unternehmens, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubigerin sie ist, verwickelt wurde, falls er bei einem/r solchen Rechtsstreit/Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder eines Rechtsverfahrens wegen Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadensersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schliessen andere Rechte nicht aus, auf die solche Personen einen berechtigten Anspruch haben.

**Art. 24. Vertretung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird bei allen Handlungen, einschliesslich Urkunden, an denen ein Beamter oder ein Urkundsbeamter oder Vollzugsbeamter beteiligt sind, wie folgt vertreten:

- entweder durch den Verwaltungsratsvorsitzenden,
- oder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern,
- oder, falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat, durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedes und eines Geschäftsführers oder Prokuristen,
- oder, für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, durch die Einzelunterschriften solcher Personen, welchen durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Die Sonderbevollmächtigten können im übrigen im Rahmen ihrer Vollmachten Verpflichtungen für die Gesellschaft eingehen.

Gerichtsverfahren, in denen die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte auftritt, werden im Namen der Gesellschaft von einem Mitglied des Verwaltungsrats oder von einem Beauftragten des Verwaltungsrates wahrgenommen.

Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat, die Verwaltungsratsmitglieder, die zu ihrer Vertretung befugt sind, oder durch das/die geschäftsführende/n Verwaltungsratsmitglied/er verbindlich verpflichtet.

**Art. 25. Wirtschaftsprüfer.** Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé»), der gegenüber der Gesellschaft die in Artikel 113 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 beschriebenen Pflichten wahrnimmt.

Das Mandat der Wirtschaftsprüfer kann jederzeit von der Generalversammlung beendet werden.

**Art. 26. Verwahrung des Gesellschaftsvermögens.** Gemäß den Bestimmungen des Gesetzes schließt die Gesellschaft mit einer Bank im Sinne des geänderten Gesetzes vom 5. April 1993 bezüglich der Überwachung des Finanzsektors (die «Depotbank») einen Depotbankvertrag ab.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 20. Dezember 2002 vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank ihr Mandat aufzugeben gedenkt, wird sich der Verwaltungsrat nach Kräften bemühen, innerhalb von 2 Monaten nach Inkrafttreten der Beendigung der Depotbankfunktion eine Nachfolgedepotbank zu finden. Der Verwaltungsrat kann den Depotbankvertrag kündigen, kann die Depotbank aber solange nicht entlassen, wie keine Nachfolgedepotbank gefunden ist.

### **Art. 27. Rechnungsjahr**

1) Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

2) Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Euro. Falls gemäss Artikel 5 verschiedene Teilfonds, Aktienkategorien oder -klassen bestehen, deren Werte in anderen Währungen als Euro lauten, werden diese in Euro umgerechnet und in den konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Euro einbezogen, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats und

der Einladung zur Jahreshauptversammlung allen Inhabern von Namensaktien 15 Tage vor jeder Jahreshauptversammlung zur Verfügung gehalten wird.

**Art. 28. Gewinnverteilung.** Die Generalversammlung der Aktionäre beschließt auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Jahresgewinnes, wobei jeweils die Eigner thesaurierender Aktien und die Eigner ausschüttender Aktien getrennt beschliessen.

Die Generalversammlung kann des Weiteren beschliessen, auf die Ausschüttungsaktien ihren Anteil am Nettogewinn aus den Anlagen, sowie den realisierten Kapitalmehrwert unter Abzug des realisierten oder nicht realisierten Kapitalminderwerts auszuzahlen, und die entsprechenden Beträge, die ihr zufallen, zugunsten der Thesaurierungsaktien zu thesaurieren.

Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das unter Artikel 5 definierte Mindestkapital der Gesellschaft davon nicht berührt wird. Die Art der Ausschüttung (Nettoerträge aus Anlagen oder Kapital) wird in den Vermögensaufstellungen der Gesellschaft aufgeführt. Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, die über die Verteilung von Dividenden an die Aktionäre eines Teilfonds tagt, hat vorher von den Aktionären dieses Teilfonds gemäss Artikel 15 der Satzung gebilligt zu sein.

Zwischendividenden können durch Verwaltungsratsbeschluss zu jeder Zeit auf die Ausschüttungsaktien ausbezahlt und auf die Thesaurierungsaktien thesauriert werden. Dividenden und Zwischendividenden, die auf die Ausschüttungsaktien entfallen, werden an Tag und Ort gezahlt, die der Verwaltungsrat bestimmt.

Dividenden und Zwischendividenden, die ausgezahlt werden, vom Aktionär jedoch während eines Zeitraums von fünf Jahren nach dem Tag der Auszahlung nicht geltend gemacht werden, können nicht mehr gefordert werden und fallen an den betreffenden Teilfonds zurück.

Der Verwaltungsrat besitzt alle Vollmachten und kann alle notwendigen Massnahmen ergreifen, um diese Bestimmung anzuwenden.

Auf die angekündigten Dividenden, die sich in den Händen der Gesellschaft für Rechnung der Aktionäre befinden, werden keine Zinsen gezahlt.

Die erklärten Dividenden werden normalerweise in der Währung des Inventarwerts der betreffenden Aktienklasse bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Währung an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

**Art. 29. Auflösung oder Verschmelzung der Gesellschaft.** Sollte das Kapital der Gesellschaft auf weniger als zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals fallen, ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft verpflichtet, einer innerhalb von 40 Tagen einzuberufenden Hauptversammlung der Aktionäre die Frage einer Auflösung der Gesellschaft zu unterbreiten. Die Hauptversammlung entscheidet ohne Quorum über die Frage der Auflösung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien.

Sollte das Kapital der Gesellschaft auf weniger als ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals fallen, ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft verpflichtet, ebenso einer innerhalb von 40 Tagen einzuberufenden Hauptversammlung der Aktionäre die Frage der Gesellschaftsauflösung zu unterbreiten. Die Auflösung kann dann ohne Quorum durch ein Viertel der Stimmen der auf der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre beschlossen werden.

Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre und gemäss den Bestimmungen von Artikel 30 der Satzung bezüglich Quorum und Mehrheitserfordernisse aufgelöst werden.

Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), die von der Hauptversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschliesst und Vollmachten und Entgelte festlegt.

Der mit der Abwicklung der Liquidation Beauftragte kann ermächtigt werden, alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft auf einen luxemburgischen OGAW gegen die Ausgabe von Aktien an der aufnehmenden Gesellschaft proportional entsprechend den Aktien an der aufgelösten Gesellschaft zu übertragen. Ansonsten wird jedwede Liquidation der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeführt.

Die Ausschüttung von Geldern, die im Zuge der Liquidation zur Ausschüttung an die Aktionäre verfügbar werden, erfolgt im Verhältnis der Anrechte der jeweiligen Aktienkategorie/-klasse des Teilfonds, und allfällige Ansprüche verjähren nach 30 Jahren. Alle im Zuge der Liquidation zur Verteilung an die Aktionäre zur Verfügung stehenden Gelder, die am Ende der Liquidation nicht von Aktionären beansprucht worden sind, werden gemäss Artikel 107 des Gesetzes von 2002 bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt.

Die Gesellschaft kann ausserdem die Verschmelzung der Gesellschaft mit einem anderen luxemburgischen OGAW beschliessen, insoweit die Aktionäre der Gesellschaft im Rahmen einer Generalversammlung einer Verschmelzung mit dem erforderlichen Quorum und Mehrheitserfordernis für eine Satzungsänderung zustimmen.

**Art. 30. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafter abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die im Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils neusten Fassung (das «Gesetz von 1915») vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen der Rechte von Aktieninhabern eines Teilfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Teilfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch in dem betreffenden Teilfonds erfüllt sind.

**Art. 31. Allgemeines.** Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Statuten geregelt sind, werden gemäss dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 geregelt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Versammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. Glane, U. Jacquin-Becker, C. Steimes, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 3 avril 2006, vol. 436, fol. 16, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 12. April 2006.

H. Hellinckx.

(041472/242/921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

**MULTIWORLD, Société d'Investissement à capital variable.**

Siège social: L-5826 Howald-Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R. C. Luxembourg B 76.862.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 12 avril 2006.

H. Hellinckx.

(041475/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

**FANG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 43.653.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2006, réf. LSO-BQ00017, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(038901/043/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2006.

**TURPOLUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 116.003.

**STATUTS**

L'an deux mille six, le vingt-sept avril.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Ali Haydar Ozen, gérant de société, demeurant à L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon.
- 2.- Monsieur Leszek Banach, entrepreneur de construction, demeurant à L-8227 Mamer, 7, rue des Eglantiers.

Lesquels comparants ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et les propriétaires de parts qui pourront l'être dans la suite, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 et par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de construction.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de TURPOLUX, S.à r.l.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Strassen.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'un consentement des associés.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, à condition qu'ils rentrent dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 16.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 18.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

#### *Souscription - Libération*

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Leszek Banach, entrepreneur de construction, demeurant à L-8227 Mamer, 7, rue des Eglantiers, quarante parts sociales . . . . .	40
2.- Monsieur Ali Haydar Ozen, gérant de société, demeurant à L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon, soixante parts sociales . . . . .	60
Total: cent parts sociales . . . . .	100

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-trois des lois sur les sociétés (loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois) se trouvent remplies.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

#### *Evaluation*

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ huit cinquante euros (EUR 850,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes.

- 1.- Est nommé aérant technique de la société pour une durée indéterminée:  
Monsieur Leszek Banach, entrepreneur de construction, demeurant à L-8227 Mamer, 7, rue des Eglantiers.
  - 2.- Est nommé aérant administratif de la société pour une durée indéterminée:  
Monsieur Ali Haydar Ozen, gérant de société, demeurant à L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon.
  - 3.- La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes des deux gérants, dont celle du gérant technique qui dispose d'un droit de co-signature obligatoire.
  - 4.- Le siège social de la société est établi à L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon.
- Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.  
Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.  
Signé: A. Ozen, L. Banach, H. Beck.  
Enregistré à Echternach, le 2 mai 2006, vol. 362, fol. 8, case 11. – Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé):* Miny.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 5 mai 2006.

H. Beck.

(040168/201/103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2006.

### **ThermoCool, S.à r.l., Ein-Personen-Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

**Gesellschaftskapital: EUR 12.500,-.**

Gesellschaftssitz: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

H. R. Luxemburg B 115.933.

#### STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechs, am siebenundzwanzigsten April.

Vor dem unterschriebenen Notar Martine Schaeffer, im Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Herr Stefan Gregor Ketter, Installateur- und Heizungsbaumeister, geboren am 19. März 1972 in Saarburg (Deutschland), wohnhaft in D-54441 Ayl, Im Wiegenthal 14a.

Dieser Komparent ersucht den amtierenden Notar die Satzungen einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

**Art. 1.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften unterworfen ist, einschließlich den Änderungsgesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die Ein-Personen-Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet.

**Art. 2.** Die Gesellschaft hat zum Zweck die Herstellung von Heizungs- Sanitär und Klimaanlageanlagen.  
Des Weiteren kann die Gesellschaft alle Maßnahmen treffen und jede Tätigkeit ausüben, die zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftsgegenstandes notwendig oder nützlich sind.

**Art. 3.** Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung ThermoCool, S.à r.l.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade. Der Firmensitz kann durch Beschluss der Geschäftsführung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

**Art. 5.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

**Art. 6.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), eingeteilt in hundert (100) Anteile zu je einhundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR), welche durch den vorgenannten Herrn Stefan Gregor Ketter übernommen werden.

Diese Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

**Art. 7.** Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf.

**Art. 8.** Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche von dem Gesellschafter berufen werden.

**Art. 10.** Im Falle wo die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter begreift, werden sämtliche Befugnisse die durch das Gesetz oder die gegenwärtigen Satzungen der Generalversammlung zugeteilt wurden, von demselben ausgeübt.

Die durch den einzigen Gesellschafter gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll eingetragen oder schriftlich festgehalten.

**Art. 11.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 12.** Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

**Art. 13.** Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist wieder aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des im Artikel 6 gezeichneten Stammkapitals erreicht hat.

**Art. 14.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen.

Der Gesellschafter ernennt die Liquidationsverwalter und legt ihre Aufgaben sowie ihre Vergütung fest.

**Art. 15.** Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes vom 18. September 1933 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2006.

#### Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf achthundert Euro (800,- EUR) geschätzt.

#### Anmerkung

Der amtierende Notar hat die Kompargenten darauf aufmerksam gemacht, dass die hier zuvor gegründete Gesellschaft vor jeglicher geschäftlicher Aktivität, im Besitz einer formgerechten Handelsgenehmigung in Bezug auf den Geschäftszweck sein muss, was die Kompargenten ausdrücklich anerkannt haben.

#### Generalversammlung

Sodann fasste der alleinige Gesellschafter, welcher das gesamte Stammkapital vereinigt, folgende Beschlüsse:

1. Zum alleinigen Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer wird Herr Stefan Gregor Ketter, Installateur- und Heizungsbaumeister, geboren am 19. März 1972 in Saarburg (Deutschland), wohnhaft in D-54441 Ayl, Wiegenthal 14a, ernannt.

2. Die Gesellschaft wird nach außen rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

3. Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Remich, in der Amtsstube.

Und nach Vorlesung von allem Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: S. Ketter, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 28 avril 2006, vol. 470, fol. 33, case 2. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 3 mai 2006.

M. Schaeffer.

(039590/5770/78) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2006.

### LEPER'S, A.s.b.l., LEPER'S, association sans but lucratif.

Siège social: L-4795 Linger, 55, rue du Bois.

R. C. Luxembourg F 1.532.

#### STATUS

Entre les soussignés:

- 1) Kaps Frédéric; étudiant; 38, rue de la Paix, L-3871 Schifflange; Luxembourgeois,
- 2) Ahmadi Shiva; étudiante; 55, rue du Bois, L-4795 Linger; Luxembourgeoise,
- 3) Bolliri Sara; étudiante; 42, Cité op Gewaennchen, L-4383 Ehlerange; Italienne,
- 4) Pezzotta Jeff; étudiant; 22, rue de Volmerange, L-3790 Tétange; Luxembourgeois,
- 5) Roth Nathalie étudiante; 68, val des Aulnes, L-3811 Schifflange; Luxembourgeoise,

et toutes les personnes qui adhéreront ultérieurement, il est constitué une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

#### Chapitre I<sup>er</sup> - Dénomination, Siège, Durée, Objet

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association porte la dénomination LEPER'S, association sans but lucratif, en abrégé LEPER'S, A.s.b.l. Elle a son siège à 55, rue du Bois, L-4795 Linger.

**Art. 2.** L'association a pour objet de fonder et administrer un journal socio-critique qui porte le nom de LEPER'S BELL. Il inclut entre autres des articles politiques, de l'environnement, des articles culturels et des articles plus généraux. Tous les membres peuvent y écrire des articles. La liberté d'opinion sera respectée.

#### Chapitre II - Membres

**Art. 3.** Les membres, dont le nombre est illimité, mais ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du comité à la suite d'une demande écrite ou bien d'une demande verbale.

**Art. 4.** Peut devenir membre actif toute personne payant une cotisation annuelle qui est fixée par l'Art. 7 des présents statuts et agréée par le comité. Le membre actif peut aussi écrire des articles qui seront publiés à l'accord du comité.

**Art. 5.** Peut devenir membre donateur toute personne qui, sans prendre part activement au fonctionnement de l'association, lui prête une aide financière annuelle selon une cotisation fixée par l'Art. 7 des présents statuts.

**Art. 6.** Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au comité. Est réputé démissionnaire après le délai de 1<sup>er</sup> mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

**Art. 7.** La cotisation annuelle est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne peut être supérieure à 1.000 EUR.

**Art. 8.** Les membres peuvent être exclus de l'association par démission écrite au comité; par décès; si le membre ne paye pas la cotisation annuelle; si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le comité, jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

**Art. 9.** Le membre démissionnaire et/ou exclu n'a aucun droit sur le fond social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations.

### Chapitre III - Du comité

**Art. 10.** L'association est administrée par un comité qui se compose d'un nombre impair compris entre 3 et 7 personnes dont le président, le secrétaire et le trésorier.

L'association est gérée par un comité élu pour une durée de 3 années par l'Assemblée Générale. Le comité se compose d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi que 2 ou 4 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'Assemblée Générale.

Lorsqu'un membre du comité veut se démettre de sa charge et/ou démissionner, une Assemblée Générale sera convoquée, où la majorité simple des membres présents élisent un membre pour prendre la place du démissionnaire.

Les membres du comité désignent entre eux un président, un secrétaire et un trésorier. Ils sont rééligibles.

**Art. 11.** Le comité a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société. Il exécute les directives à lui dévolues par l'Assemblée Générale conformément à l'objet de l'association. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

**Art. 12.** Le comité peut refuser des articles des membres qui ne respectent pas les idées de l'association.

**Art. 13.** Le comité se réunit aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent sur convocation du président ou des membres du comité. Il ne peut valablement délibérer que si 2/3 des membres au moins sont présents. Les décisions du comité sont prises à une majorité de 2/3 des voix, émises par les membres présents.

**Art. 14.** Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

### Chapitre IV - De l'Assemblée Générale

**Art. 15.** L'Assemblée Générale, qui se compose de tous les membres, se réunit annuellement dans le courant des vacances de Pâques, c'est-à-dire en avril au jour, à l'heure et au lieu indiqués dans l'avis de convocation.

Elle se réunit en séance extraordinaire chaque fois qu'elle est convoquée par le comité et le président ou lorsqu'un tiers des associés en fait la demande.

Les convocations sont faites 7 jours au moins à l'avance par voie de presse et/ou par lettres individuelles indiquant obligatoirement l'ordre du jour.

Les décisions de l'Assemblée sont prises à une majorité de 2/3 des voix des membres présents sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Chaque membre de l'Assemblée a une voix.

Les membres peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre membre par procuration écrite. Aucun membre ne peut représenter plus de deux membres.

**Art. 16.** Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

**Art. 17.** L'Assemblée Générale délibère sur la nomination et la révocation des administrateurs.

L'Assemblée Générale entend les rapports du comité sur la situation financière de l'association. Elle se prononce sur les comptes de l'exercice et activité écoulés, sur le prochain budget et délibère sur les questions à l'ordre du jour.

L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'Assemblée Générale avec le rapport de la commission de vérification des comptes.

### Chapitre V - Divers

**Art. 18.** Les ressources de l'association comprennent notamment les cotisations des membres, les subsides et subventions, les dons ou legs en sa faveur, la vente des journaux, la vente des publicités dans le journal.

**Art. 19.** Les statuts pourront être modifiés conformément aux dispositions prévues par les art. 4, 8 et 9 de la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994, sur les associations sans but lucratif.

**Art. 20.** La dissolution de l'association est régie par l'art. 20 de la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**Art. 21.** En cas de dissolution de l'association les fonds de l'association reviendront, après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, à une oeuvre de bienfaisance (de son choix).

**Art. 22.** Pour les cas non prévus par les statuts, les associés se référeront à la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

L'assemblée constituante qui s'est réunie à Linger le 11 avril 2006 a approuvé les présents statuts.

Suivent les signatures:

F. Kaps / J. Pezzotta / N. Roth / S. Bolliri / S. Ahmadi.

*Assemblée Générale extraordinaire*

De suite les soussignés prénommés, fondateurs de l'association, se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en Assemblée Générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité et sur ordre du jour conforme la résolution suivante:

Constitution du comité:

- |                  |            |
|------------------|------------|
| 1) Kaps Frédéric | Président  |
| 2) Pezzotta Jeff | Trésorier  |
| 3) Ahmadi Shiva  | Secrétaire |
| 4) Bolliri Sara  | Membre     |
| 5) Roth Nathalie | Membre     |

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2006, réf. LSO-BQ03281. – Reçu 243 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(041583//103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2006.

---

**R.F.I. HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 88.389.

L'Assemblée générale ordinaire tenue exceptionnellement en date du 24 février 2006 a décidé de transférer le siège social de la société du 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Désiré Sangara, Administrateur;
- Monsieur Luc Stijns, Administrateur;
- Monsieur Roger Lemaire, Administrateur;
- Monsieur Yves Le Morvan, Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2006.

Pour extrait sincère et conforme

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

*Agent domiciliataire*

Ch. Agata / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2006, réf. LSO-BP04600. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(038843/029/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2006.

---